

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Jaurès et le Jaouressisme (*Amédée Dunois*). — Le Parti Communiste allemand, la Scission Italienne et les Evénements de mars (*Heckert, Karl Rađek, Clara Zetkin, Friesland, Rakovsky*). — Appel aux Travailleuses de tous les pays.

La Protection de la Mère et de l'Enfant en Russie Soviétiste (*P. Serman*). — Chronique internationale, Italie (*Luigi Polano*). — Comité de la 3^e Internationale. — Bibliothèque Communiste. — Communications diverses.

Jaurès et le Jaouressisme

GE n'est pas diminuer Jaurès en ces jours de fin juillet où la célébration de son génie emprunte au mode oratoire toutes ses ressources d'amplification, que de chercher à assigner à sa grandeur des limites plus exactes. J'ai trop aimé et admiré Jaurès, j'ai trop ressenti, au cours de nos années d'enfer, l'âpre douleur, le lancinant désespoir de la tragédie de sa mort, pour oser aujourd'hui dire quoi que ce soit qui puisse l'amoindrir. Mais, si on ne comprend bien que ce qu'on aime, l'amour en aucun sujet ne saurait interdire le travail critique de l'esprit. Jaurès est grand : non moins grand par l'intelligence, chez lui si fréquemment divinatrice, que par la robuste bonté et par l'inflexible conscience; mais sa grandeur est humaine et par conséquent limitée. Essayons-nous donc à la mesurer, ainsi que le permet le recul des années, selon les procédés de l'objective raison.

C'est devenu parmi nous une façon de jeu d'esprit que de se demander dans les conjonctures troublées : « Qu'aurait fait Jaurès ? » Et chacun, selon sa tendance, de répondre inmanquablement que Jaurès aurait fait ce qu'a fait Renaudel — ou bien Longuet — ou bien Cachin. Qu'on me permette de déclarer qu'il n'y a dans ce petit jeu qu'une vaine puérilité et que c'est mal servir la noble et pure mémoire du chef assassiné que de la mêler arbitrairement à nos luttes d'à présent. Je me souviens avoir dit, il y a plus de deux ans, à un ami qui m'opposait Jaurès : « *L'argument*

Jaurès ne tient pas ! Et même il n'y a pas d'argument Jaurès.. » Ce mot, je le répète ici. La guerre a bouleversé de fond en comble le monde, et ce qui était vrai avant elle, risque, après elle, de n'être plus qu'une erreur. Qui n'a pas connu cette guerre, qui n'a pas connu les modifications profondes que cette guerre a fait subir à l'économie universelle, au mode de production des richesses, à leur circulation d'un continent à l'autre, à la force respective des classes et conséquemment aux rapports de lutte que ces classes soutiennent entre elles, celui-là ne peut être invoqué comme un souverain juge. Je fais d'ailleurs ici une distinction capitale entre les théoriciens et les praticiens, entre un Marx et un Jaurès. Marx a fait la théorie de la genèse du capital et fixé le principe de la lutte de classe : théorie et principe demeurent vrais après comme avant la guerre ; ils auront la vie aussi dure, aussi longue que le système capitaliste dont ils ont formulé la loi. Si grand pourtant que soit Jaurès, on ne peut dire de lui qu'il a ouvert à la pensée des voies nouvelles. Le jaouressisme n'était pas une conception doctrinale s'opposant à toute autre conception, mais une orientation politique et tactique qui, née de circonstances historiques données, était appelée à se modifier avec elles et ne pouvait prétendre leur survivre.

Ce n'est pas diminuer Jaurès que de voir en lui la plus grande figure de la II^e Internationale ; ce n'est pas diminuer Jaurès de dire que si sa grande figure vivra toujours, il y a quel-

que chose qui, du moins, est bien mort, et que ce quelque chose est le jaressisme. Qu'est-ce donc que le jaressisme ?

C'est la tendance qui consiste à concilier les contraires, à harmoniser les antagonismes, à pacifier, si j'ose dire, la guerre civile, à parlementariser la lutte de classe. Une tendance qui ne peut l'emporter sur les autres qu'aux époques où, dans la société, un certain apaisement semble se produire, où les forces concurrentes du capital et du travail semblent s'équilibrer, les hauts profits de l'un ayant pour contre-partie les hauts salaires de l'autre, où la féodalité industrielle et financière est comme limitée, contenue par la souveraineté du suffrage universel, par le développement de la démocratie politique. Dans ces époques de prospérité quasi générale, mais nécessairement passagère, les idées de révolution sociale ou de grève générale n'apparaissent plus que comme de lointaines nuées, des sortes de mythes populaires dont l'unique vertu est d'enflammer l'imagination des masses ; les chefs détournent la classe ouvrière de l'action révolutionnaire, c'est-à-dire des conquêtes à obtenir de haute lutte, pour l'aiguiller vers l'action réformiste sous toutes ses formes : forme parlementaire, forme syndicale, forme coopérative, et, pour reprendre dans ses termes mêmes l'opposition fameuse qui mit un jour aux prises Bernstein et Kautsky, dans ces époques-là, le *but final* est plus ou moins délibérément sacrifié au *mouvement*.

Eh bien ! Jaurès a été l'homme de cette époque de l'évolution économique et de l'évolution du socialisme. Il avait des dons intellectuels admirables, une culture prodigieuse — où les antiques *humanités* et la philosophie avaient eu à l'origine plus de part que l'histoire, l'économie et le droit. Non plus que lui n'était en mesure d'unir dans une éclatante synthèse le vieux monde du fait et le nouveau monde de l'idée, la démocratie et le socialisme, l'Internationale et la Patrie, l'évolution et la révolution... Et comme le socialisme de classe, tel que l'enseignait àprement le vieux Jules Guesde, lui semblait lamentablement sec et étiré, il voulut faire du socialisme non pas seulement la formule générale du mouvement ouvrier, mais le point de convergence et de fusion de toutes les émancipations humaines tentées dans le passé ; Marx et Engels avaient vu dans le communisme *une rupture radicale* avec les idées traditionnelles ; Jaurès, nourri de toutes les sèves de la culture classique, voulut voir en lui l'héritier, le continuateur de l'humanisme et de la réforme, de l'Encyclopédie et de la Révolution.

Il élargissait ainsi le socialisme, dans lequel il faisait entrer de gré ou de force cent élé-

ments étrangers à sa constitution primitive ; il l'idéalisait en même temps, le drapait *émp-tuètement* dans la pourpre et dans l'or comme un dieu oriental. Mais, chose étrange — « juste retour des choses d'ici-bas » — la pratique politique de Jaurès était loin de répondre à l'idée magnifique qu'il se faisait du socialisme. La pratique resta jusqu'au bout démocratique et réformiste ; et si le tribun proclama toujours que le *but* restait révolutionnaire, il ne s'en estimait que mieux fondé à dire que les *moyens* devaient cesser de l'être. Il a manqué à Jaurès d'avoir subi l'épreuve d'une révolution véritable et de n'avoir connu d'autres « guerres civiles » que la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus... Il a été l'apôtre du socialisme démocratique, l'homme de la conquête lente et graduelle des pouvoirs publics par le suffrage universel ; sa lutte ardente contre la guerre, le plus beau de ses titres de gloire, s'explique surtout par ce fait qu'il avait parfaitement conscience que le plus grand obstacle à cette évolution du socialisme dans la légalité, à cette irrésistible pénétration du vieil ordre de choses par un ordre nouveau, c'était la guerre. Il a tout fait pour éviter la catastrophe redoutée, sans se laisser déconcerter par les colères hurlantes qu'il accumulait ainsi sur sa tête.

Hélas ! instruits par l'expérience, nous pensons aujourd'hui que, dans la société capitaliste, l'impérialisme et la guerre ne sont pas moins inévitables que la révolution violente. La société capitaliste ne peut finir que comme elle a commencé, dans la violence. — Vous le déplorez ? Moi aussi. Mais comme les larmes n'ont jamais conjuré la fureur des éléments et la fatalité des choses, c'est à la force prolétarienne, c'est à la révolution populaire que les communistes font appel pour abattre l'impérialisme et pour vaincre la guerre. La révolution ou la mort ! s'écriait Raymond Lefebvre. Formulons différemment le dilemme, et disons : La Révolution ou la Guerre ! Pour le prolétariat pas d'autre alternative !

Ce qui s'est écroulé le 4 août, c'est tout ensemble la II^e Internationale et le jaressisme. Une organisation et une méthode. Jaurès aurait-il eu, à l'heure de mourir, l'effroyable vision de ce double effondrement ? Qu'il était triste à cet instant tragique ! Non pas découragé, mais triste ! Contre le monstre à demi déchaîné, il s'appêtait, j'en ai l'absolue certitude, à un effort suprême ! Son discours, le 4 août, quelle qu'en eût pu être la conclusion, eût été un réquisitoire formidable contre l'impérialisme des classes dirigeantes et des gouvernements. Ce grand lutteur était inaccessible aux défaillances du courage, mais non à celles de l'optimisme et de l'espoir. Il est mort triste. Sans doute pressentait-il que la période socia-

liste dont il avait été l'expression la plus haute et la plus sonore venait de se clore à jamais, que des temps nouveaux étaient proches qui exigeaient, dans un milieu renouvelé, des méthodes nouvelles ? Si ce n'est là qu'une hypothèse, elle en vaut une autre.

Quoi qu'il en soit, dans le vieux duel qui mit aux prises pendant environ 15 ans, le jauréssisme et le guesdisme, il nous paraît de plus en plus que c'est le partenaire guesdiste qui voyait le plus clair. Le guesdisme n'a fait, après 1893, qu'une assez pâle figure auprès du jauréssisme ; plus ferme, plus dogmatique quant aux principes, il était quant aux moyens à peine moins opportuniste, et il n'avait pas, dans ce pays de petite bourgeoisie et de radicalisme qu'est la France, la force de pénétration et d'expansion qui caractérisait le jauréssisme. Son rôle, qui pouvait être grand, a été relativement mince et il a laissé, en France au syndicalisme révolutionnaire, dans l'Internationale au bolchevisme, le soin de donner au principe de la lutte de classe ses traductions les plus énergiques et de préparer les voies à la III^e Internationale. Comme le jauréssisme, encore que d'une autre manière, le guesdisme n'a été lui-même qu'un compromis : compromis entre le principe de la lutte de classe et l'ambiance de la démocratie.

Les temps des compromis sont passés. La III^e Internationale exige qu'au principe de la lutte de classe correspondent enfin des méthodes de lutte de classe, au but de révolution des moyens de révolution. Elle croit à la vertu de l'intransigeance et, menant la bataille sur toute la ligne, menace le pouvoir de l'État au même titre que le pouvoir du Capital.

Mais la III^e Internationale est historiquement la fille de la II^e. Si elle se montre dure à l'égard des méthodes qui ont conduit le socialisme à la banqueroute, elle sait être juste envers les hommes qui l'ont passionnément servie. Elle répudie le jauréssisme et ses tactiques périmées, mais dresse des statues à Jaurès, animateur de foules et martyr de l'idée. Telle est aussi notre attitude.

Amédée DUNOIS.

" Bulletin Communiste "

Directeur : **BORIS SOUVARINE**

A pour Collaborateurs français :

Amédée DUNOIS, Maurice DOMMANGET, Henri GUILBEAUX, Alix GUILLAIN, A. KER, Fernand LORIOT, C.-E. LABROUSSE, Marcel MARTINET, Marcel OLLIVIER, Pierre PASCAL, René REYNAUD, Jacques SADOUL, Albert TREINT, Paul VAILLANT-COUTURIER.

Comité de la 3^e Internationale

Commission Exécutive

Séance du 20 juillet 1921

La séance est ouverte à 18 h. 30 sous la présidence de Cartier.

Le secrétaire donne lecture de la correspondance : lettres de Lys-lez-Lannoy, Houilles-Carrières, Nîmes, etc., et d'une lettre concernant l'affaire Mauricius.

Au sujet de cette dernière lettre, la commission désigne les camarades Treint et Reynaud pour entrer en pourparlers avec son signataire. Ils rendront compte de leur mission à la prochaine séance de la commission exécutive.

La commission aborde ensuite la discussion du rapport sur la situation du Parti rédigé par les camarades Treint, Hattenberger et Fromentin. Après un échange de vues, les camarades Rappoport et Humbertot sont adjoints aux auteurs, du rapport pour le revoir et élaborer un texte définitif.

En raison de l'anniversaire de Jean Jaurès et du Congrès de Lille, la C.E. décide de reporter à huitaine la réunion plénière qui devait se tenir, le 29 juillet.

Le secrétaire de séance :

Maurice FROMENTIN.

Réunion des Secrétaires de Groupes

Une réunion des secrétaires de groupes a eu lieu le 30 juillet, 49, rue de Bretagne, sous la présidence de René Reynaud. Elle avait pour but l'examen des moyens pouvant assurer l'activité des groupes du Comité.

Étaient représentés les groupes des 2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 9^e, 10^e, 13^e, 18^e, 20^e arrondissements, Aubervilliers, Bobigny, Fontenay, Saint-Maur, Puteaux, Levallois, Saint-Ouen.

Les secrétaires exposèrent la situation de leurs groupes.

Un échange de vues concernant la réorganisation du Comité eut lieu. Un projet de circulaire aux groupes, proposé par Fromentin, fut adopté.

Il fut décidé qu'à l'avenir des réunions semblables auraient lieu au moins tous les mois.

Séance levée à 11 h. 20.

Les secrétaires-adjoints :

René REYNAUD, Albert TREINT.

Réunion Plénière

La prochaine réunion plénière du Comité de la 3^e Internationale aura lieu le vendredi 5 août, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

La politique du Parti.

La présence des membres du Comité Directeur, adhérents au Comité de la 3^e Internationale, est indispensable.

Les secrétaires-adjoints :

René REYNAUD, Albert TREINT.

LE 3^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Le Parti Communiste Allemand la Scission Italienne et les Evénements de Mars

LES CAS PAUL LÉVI ET SERRATI

Nous publions ci-dessous les discours prononcés par les camarades Heckert, Radek, Clara Zetkin, Friesland et Rakovsky, au cours des 5^e, 6^e et 7^e séances du Congrès de l'Internationale Communiste, séances présidées par Kœnen et

Loriot. Ces discours ont trait au Parti Communiste Allemand, aux événements de mars, à la scission italienne et aux cas Serrati et Paul Lévi. Ils constituent les documents les plus récents que nous ayons reçus de Moscou.

Discours de HECKERT

Heckert. — Camarades, la question italienne a provoqué une crise au sein du Parti allemand pour les raisons suivantes :

Dans le Parti Communiste allemand, un certain nombre de chefs étaient d'avis que la scission faite à Livourne, où les éléments communistes du Parti socialiste italien se séparèrent des gens de Serrati, fut provoquée par l'Exécutif, que l'Exécutif avait l'intention de quitter la voie déterminée par le 2^e Congrès et de transformer en sectes les Partis de masses. Donc, les discussions au sein du Parti Communiste allemand amenèrent un certain nombre de chefs de la Centrale à déclarer qu'ils ne sont pas d'accord avec la majorité de la direction du Parti. Cette direction n'envisage pas la question italienne de la même manière que Paul Lévi et quelques-uns de ses amis ; ils ne peuvent donc continuer à collaborer à une politique qui mène à l'abîme. Quel était l'état de choses ? Au 2^e Congrès mondial, où Serrati siégeait au titre de président, il fut décidé que ce dernier devait retourner dans son pays comme un élément révolutionnaire honnête qui devait gagner les ouvriers italiens au Communisme. Il commença immédiatement après le Congrès mondial à saboter les décisions qui y avaient été adoptées. Et lorsqu'il sentit le coup de fouet qui devait lui rappeler son devoir de communiste, il se mit à écrire des lettres et des articles dans lesquels il prit une attitude nette contre l'Internationale Communiste. Le soi-disant organe socialiste scientifique des Indépendants allemands, *Le Socialiste* de Breitscheid, publia, le 18 décembre 1920, un article de Serrati. On pouvait y lire que la révolution ici en Russie ne profite pas aux larges masses du peuple travailleur, mais que c'est une bourgeoisie soviétiste

criminelle qui mène une vie dépravée aux dépens du peuple épuisé et résigné. C'était là une assertion si violente que même Dittman et Crispin n'en avaient jamais formulé de pareille. Cette assertion avait uniquement pour but de démontrer l'excellence des sentiments révolutionnaires de Turatti, qui prenait position contre la bourgeoisie soviétiste menant une honteuse politique contre le malheureux peuple russe. On nous a relaté les magnifiques discours prononcés par Turatti au Parlement italien, discours si touchants que Turatti avait été embrassé par un membre même du futur Parti Communiste. « Si donc, disait Serrati, Turatti se comporte de la sorte dans le Parti Socialiste, il nous est impossible de nous séparer de lui. Les Communistes qui se trouvent dans le Parti Socialiste demandent une chose parfaitement injuste. »

C'est alors qu'eut lieu le Congrès de Livourne, auquel le camarade Lévi assista au nom du Parti Communiste allemand. Paul Lévi est l'un des chefs qui suivent de près ce qui se passe au sein de l'Internationale. Il devait avoir connaissance des assertions de Serrati publiées par le *Socialiste* de Breitscheid. Mais à Livourne, au cours des pourparlers, Paul Lévi n'attaqua pas assez énergiquement Serrati. Les camarades italiens nous l'ont à nouveau affirmé. Bien au contraire, il soutint, par son attitude, la tendance représentée par Serrati. Soutenu par l'attitude de Lévi, Serrati devint plus hardi et adopta à l'égard des éléments de gauche du Parti italien une attitude telle qu'il ne voulait même plus parler de l'expulsion de Turatti et de Trèves. Et lorsque nos camarades communistes posèrent la question : « Ou avec les Communistes et la 3^e Internationale, ou avec Turatti

et Trèves », Serrati crut de son devoir de quitter l'Internationale Communiste et de s'engager dans la voie du réformisme. Et, alors, Lévi et quelques-uns de ses camarades estimèrent que si Serrati s'était engagé dans une telle voie, la faute en incombait aux représentants envoyés à Livourne par l'Exécutif. La scission avait été mal accomplie. On estime tout simplement que la scission qui s'était produite à Livourne avait pour but de dissimuler le dessein bien déterminé de transformer à nouveau le Parti de masses en un Parti restreint. Et lorsque la majorité du Conseil national de notre Parti déclara qu'il lui était impossible d'admettre que Lévi eût raison, mais que d'après les renseignements reçus sur les événements d'Italie il paraissait clair que la tendance de Serrati faisait un jeu honteux contre les ouvriers et que par là même la scission s'imposait. Lorsqu'on voulut vérifier si l'Exécutif était d'accord avec les représentants qu'il avait envoyés à Livourne, Lévi crut nécessaire de se moquer de la Centrale allemande, qu'il avait récemment quittée, ainsi que de tout le Conseil National, auquel il dit : « Nous aussi, nous ne pouvons pas suivre la même voie et accepter celle de la majorité du Conseil National. Elle s'est adressée à l'oracle de Delphes, afin d'apprendre de la Pythie le véritable sens des événements d'Italie. Nous nous estimons capables, en nous basant sur les principes, de tirer nous-mêmes les conclusions qui résultent de ces événements et d'établir notre jugement. S'il arrive que la majorité du Comité National obtienne de Moscou la réponse qui lui convient, qu'est-ce que cela peut signifier ? Tout simplement que l'Exécutif s'est également trompé dans l'appréciation des conditions concrètes et des conséquences qui en découlaient forcément. »

Paul Lévi dit ensuite dans le même article : « Nous — c'est-à-dire lui et ses amis qui avaient quitté la Centrale — nous le refusons absolument, de même que nous refusons de condamner Serrati après nous être solidarisés avec lui. Nous nous refusons à formuler notre jugement sur l'Italie — jugement d'étrangers. Nous critiquerons plutôt les événements d'Italie et l'attitude adoptée par l'Exécutif en nous basant sur les faits qui lui ont servi à formuler son jugement. »

Malgré les nombreuses accusations qui accablaient Serrati, Paul Lévi se refusa à le condamner ; mais Serrati n'est pas seul dans le Parti Socialiste Italien, et il n'y a pas que le cas Serrati. Nous devons en rappeler un ici qui est encore plus frappant. Il y a, dans ce Parti Socialiste Italien, qui était membre de la 3^e Internationale, un certain monsieur d'Aragona. A ce titre, il assista au Congrès de la bureaucratie syndicale d'Amsterdam, tenu à Londres, et collabora avec Thomas Fimmen et les autres criminels d'Amsterdam, à l'élaboration d'un manifeste dans lequel il était dit qu'on devait se détourner avec horreur des Moscovites et rester fidèles à l'Internationale d'Amsterdam. Voilà quels étaient les chefs du Parti Socialiste Italien, desquels, suivant l'opinion de Lévi, il était impossible de se séparer.

Et, camarades, le Parti Communiste Italien et les camarades de l'Exécutif qui lui indiquèrent le chemin, eurent-ils peut-être tort d'estimer ainsi ce Parti Socialiste Italien ; peut-être était-ce un Parti qui désirait rester membre de la 3^e Internationale et continuer à travailler dans son esprit. Mais il est très intéressant alors de voir que l'*Avanti*, l'organe central des Serratistes ou des Turattistes, et des trois camarades Lazzari, Maffi

et Riboldi, écrive ce qui suit sur le Congrès de Moscou, dans un article du 16 juin 1921 :

La délégation n'est pas de tout repos comme celle de l'année dernière et n'a pas pour elle l'approbation enthousiaste et sans réserves de notre Parti à l'égard de la direction du mouvement international... Les événements nous ont donné raison chaque jour davantage, à nous et à notre manière de voir, non seulement en ce qui concerne les questions italiennes, mais aussi celles de beaucoup d'autres pays.

En France le mouvement communiste se tient un peu plus à droite que le Parti socialiste italien. En Allemagne les lourdes fautes des délégués du Comité Exécutif ont engagé le Parti dans une crise des plus graves.

En Russie aussi, si nos renseignements sont exacts, une réaction commence à se dessiner contre l'incompréhension et l'opiniâtreté. Evidemment, ce mouvement ne pourra se manifester au Congrès. Le camarade Zinoviev est un organisateur habile et expérimenté. Sa manière de voir trouvera une approbation entière et certaine. Mais au sein de l'Internationale se manifeste déjà une lassitude progressive contre la dictature personnelle qui, en réalité, n'est pas la dictature du prolétariat, mais sa caricature. (*Vives protestations.*)

Malgré ces pénibles conditions, nos camarades, notamment Clara Zetkin et Paul Lévi et beaucoup d'autres, exprimeront leur désir. Nous espérons que cela sera entendu par qui de droit. Cette Internationale Communiste doit vivre, se développer et combattre en pleine connaissance de toutes les situations et en estimant à leur juste valeur toutes les formes de l'activité du prolétariat.

Ce même numéro de l'*Avanti* contient un dessin représentant la lutte entre le Parti Socialiste Italien et Giolitti. Celui-ci est représenté sous la figure d'un fasciste lançant des bombes. Plus loin se tient un homme avec un bulletin de vote à la main, ce qui veut dire que la lutte de la bourgeoisie contre le fascisme doit être menée à l'aide du scrutin. (*Vive hilarité.*) Ce sont là les braves camarades que Lévi voulait conserver à l'Internationale, et à cause desquels il avait, avec quelques-uns de ses camarades, ostensiblement quitté la direction du Parti, afin de faire ainsi de la question italienne une question allemande, une question internationale, et de renforcer ainsi les éléments contre-révolutionnaires.

Camarades, ceci doit nous servir de leçon afin que de semblables cas ne puissent se reproduire au sein de l'Internationale. C'est pourquoi nous approuvons complètement ce que le camarade Gennari a dit au sujet de la question tchéco-slovaque. Nous le soulignons : le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit accorder la plus grande attention au Parti Communiste tchéco-slovaque, afin qu'au sein de ce Parti ne se reproduise un cas semblable à celui de Livourne. Il ne faut pas qu'en Smeral nous trouvions un nouveau Serrati. Des secousses pareilles à celles qui ont ébranlé l'Internationale après Livourne ne sont pas destinées à la faire progresser.

Je suis chargé de prier l'Exécutif d'agir dans toutes les questions identiques de la même manière que pour la question italienne. (*Vive approbation.*)



Discours de Karl RADEK

Radek. — En ma qualité de membre de l'Exécutif, je suis les débats avec étonnement et satisfaction. Après tout ce que j'avais lu sur la déplorable activité de l'Exécutif, je m'attendais à voir les camarades délégués de l'Europe centrale et occidentale — et même de quelques autres pays plus ou moins liés à l'Europe occidentale — (*Rires*) prendre la parole l'un après l'autre pour réciter la litanie des péchés de l'Exécutif, pour énumérer devant le Congrès toutes nos fautes et conclure qu'ils ne voudraient plus rien avoir de commun avec le monstre et son ancre. Au lieu de cela, nous voyons le débat prendre une tout autre allure. Des camarades du K. A. P. D., qui nous reprochent beaucoup de choses, se défendent contre nous. Deux camarades du V. K. P. D., envoyés ici par l'opposition pour régler son compte à l'Exécutif, coupable d'avoir, affirmait-on, organisé une aventure dans l'Europe centrale, d'avoir institué dans le monde une impudente dictature, d'être devenu une véritable Commission Extraordinaire — *Tchéka* — internationale, comme l'a dit notre ex-camarade Lévi, ont pris la parole ici. Or, je n'ai rien entendu de tous ces griefs. Le camarade Neumann se croit — et fait erreur en cela — envoyé à Moscou par se commettants, pour discuter la question communiste, et le camarade Malzahn affirme avoir bien agi en disant, après l'aventure « bakouniste », qu'on avait eu tort de l'entreprendre. Eh bien ! camarades, un proverbe russe s'applique à vous, qui dit : « Il en vous en cuira ». Puisque vous ne critiquez pas, nous vous questionnerons. Je demande aux camarades Neumann et Malzahn, qui ont pris la parole devant le Congrès international, après avoir affirmé avec Lévi que l'insurrection de mars fut une aventure bakouniste, je leur demande si ce fut vraiment une aventure bakouniste ou une lutte des classes, sinon de 500.000 ouvriers, du moins de 200.000 ouvriers, car on nous a aujourd'hui donné ce chiffre. Je laisse à la délégation allemande le soin de le discuter. Je demande seulement si ce fut oui ou non une aventure bakouniste et si vous répondez par la négative, que faisiez-vous là-bas, quand vous couvriez Lévi de votre nom, alors qu'il jetait l'anathème sur le Parti allemand, alors qu'il piétinait l'autorité de l'Exécutif aux yeux des travailleurs de l'Europe occidentale, alors qu'il présentait l'Exécutif comme un groupe d'aventuriers sans scrupules. Mais il ne s'agit point de Lévi. Les reproches d'un Lévi ne touchent pas l'Exécutif ; mais vous, camarades, vous prolétaires, vous voulez rester dans le Parti Communiste, et je vous dis ; On ne peut pas traiter cette affaire avec tant de légèreté. Pendant un mois vous avez été solidaires de Lévi, vous l'avez partout suivi dans sa lutte contre l'Internationale Communiste et contre son propre Parti et vous venez maintenant ici causer amicalement avec nous et dire : « dans l'affaire du K. A. P. D., vous avez eu raison, et quant aux événements, 200.000 ouvriers seulement y ont participé ». Ce n'est pas permis, camarade Malzahn, ce n'est pas permis ? (*Vifs applaudissements.*)

Malzahn. — En dix minutes je n'ai pas pu parler de tout.

Radek. — Camarade Malzahn, votre premier devoir eût été de dire : « Nous avons commis une faute politique en nous solidarissant avec Lévi ». C'était là votre premier devoir. (*Applaudissements.*)

Le camarade Malzahn a dit que Zinoviev lui-même trouvait mauvaise la théorie de l'offensive. L'Exécutif l'a dit aux ouvriers allemands qui perdaient leur sang par maintes blessures et qui avaient été vaincus non au cours d'une offensive, mais en défendant leurs positions comme l'agression de Herzing. Nous devons dire alors que la théorie de l'offensive était erronée. Mais, camarade Malzahn, j'ai sous les yeux la résolution proposée par la camarade Zetkin au Comité Central le 7 avril, un mois après les combats de mars, et voici ce que j'y trouve sur l'offensive : « La nécessité d'intensifier l'activité du V. K. P. D. dans ses actions offensives se manifestait dans la situation économique intérieure et extérieure et nous avions aussi la possibilité d'en parler. » J'ai constaté naguère que si c'est un tort que de se tenir sur les positions de l'offensive, la camarade Zetkin a eu ce tort tout autant que nous. Et vous nous reprochez à nous, qui n'avons pas pris l'offensive, de ne pas avoir blâmé le Parti allemand. A quoi nous vous répondrons que nous aurions dû blâmer bien d'autres camarades que ceux auxquels vous pensez. Et aujourd'hui ce ne sont pas seulement les camarades démissionnaires du Comité Central, c'est encore la camarade Zetkin qui pense que la tactique offensive ne doit pas être obligatoire. Nous n'avons pas à nous en réjouir, et le camarade Malzahn, parlant au nom de la tendance que l'on sait, ne peut pas reprocher à Talheimer et à Froelich d'avoir été les soutiens d'une théorie de l'offensive qui vous fut commune à reparler longuement de ces choses, mais ce que nous voudrions surtout entendre de vous, c'est votre avis sur l'approbation par l'Exécutif de l'exclusion de Lévi. Qu'en pensez-vous ? Lévi avait pourtant raison, à votre avis, en disant dans son discours au Comité Exécutif : « Le camarade Pick a dit que nous ne discuterons pas l'offensive de mars en soi, et qu'il s'agit uniquement d'une action à la discipline. Je réponds, moi, qu'il s'agit uniquement de savoir si l'offensive de mars fut une faute, comme je le pense et comme le pensent mes amis. S'il en est ainsi, ce sont d'autres qui doivent être exclus. Vous ne dites plus rien maintenant de l'aventure bakouniste. On ne peut pas, chers camarades, se défilier ainsi. Parlez nettement. Il faut ici approuver ou condamner le rapport de l'Exécutif, lorsqu'il approuve l'exclusion de Lévi. Je vous demande d'adopter une position concrète en présence de la question italienne. Il y a ici des représentants du Parti socialiste italien. Il est très important qu'ils fassent, devant le Congrès, une déclaration et qu'ils sachent ce que nous en pensons. Nous décidons en ce moment, à propos de la question italienne, de la rectitude de toute la tactique suivie l'an dernier.

Zinoviev a montré dans son discours que nous nous orientons de manière à attirer les masses à nous ; nous avons pourtant précisé à Livourne que nous ne voulions pas avoir à tout prix des partis de masses. Nous voulons des partis révolutionnaires de masses, et les camarades qui disaient, et qui, en le disant, sont sortis du Comité Central du Parti allemand, au nombre de cinq, que l'Exécutif avait montré à Livourne qu'il entraînait dans la voie de la formation des sectes, ceux-là ont le devoir de dire aujourd'hui, connaissant tous les matériaux que nous avons réunis sur le Parti de Serrati, sur sa tactique, sur son évolution de Moscou à Amsterdam, ceux-là ont le devoir de

dire aujourd'hui quelle politique sectaire nous avons suivie à l'endroit du Parti socialiste italien. Il faut être avec nous ou avec Turatti. Si nous avons mal agi à Livourne, si nous ne nous sommes pas conformés aux décisions du 2^e Congrès qui nous montraient le chemin à suivre vers la formation des grands partis révolutionnaires de masses, nous avons agi tous aussi déplorablement à Halle (*Vifs applaudissements*), où nous aurions dû admettre également Hilferding et Dittmann que suivaient des masses ouvrières plus considérables encore que celles qui sont avec Serrati et avec ses amis.

Camarades, nous avons à examiner diverses questions qui n'ont pas encore été abordées. L'Exécutif et le Bureau du Congrès ont séparé avec intention les débats sur le rapport de l'Exécutif du débat sur les questions de tactique afin que nul ne puisse croire que nous craignons des responsabilités ou que nous éludons la critique. Notre liaison avec les différents partis était trop précaire ; mais sur l'activité de l'Exécutif nous devons nous exprimer non en termes généraux, mais avec précision, point par point. Ou vous nous approuverez, ou vous ne nous approuverez pas, car le chemin que l'Exécutif voudrait suivre à l'avenir, est celui qu'il a suivi jusqu'à présent. Cela veut dire : lutte contre les centristes et les demi-centristes dans l'Internationale, discipline des Partis Communistes et leur transformation en Partis de combat unifiés, lutte contre toute tentative en vue de provoquer les partis de masses à des mouvements prématurés dont il sortiraient diminués. (*Applaudissements.*) Sur toutes ces questions, le Congrès doit avoir une attitude définie.

Je terminerai en consacrant quelques mots au K. A. P. D., qui tient trop de place dans nos débats. Nous avons présenté ici un tableau réjouissant. La camarade Roland-Holst, qui s'est vu décerner dans un numéro de l'organe communiste

ouvrier le titre d'école hollandaise, décline ce titre et défend les fondateurs de ladite école Pannekoek et Gorter. Elle dit : « Notre pays est petit, nous n'avons pas de grandes révolutions, rien d'étrange par conséquent à ce que nos camarades écrivent quelquefois des choses qui paraissent singulières ! » Nous pourrions ajouter d'autres applications aux siennes. Il y avait un astronome qui, ne regardant que les étoiles, n'avait jamais vu un ouvrier vivant. Tel autre est philosophe et, par-dessus le marché, poète. (*Rires.*) Et, quand le camarade Setton, parlant au nom du parti hollandais, proteste contre l'école hollandaise, je suis avec lui. Mais quand les camarades du Parti Ouvrier Communiste se manifestent ici avec tout leur fanatisme sectaire, en ne songeant qu'aux questions de leur secte, cela montre tout le mal que l'absorption des produits hollandais peut faire à la cervelle de certains militants. Et quand prennent ici la parole de nombreux orateurs, avec qui nous aurons à polémiquer, cela ne veut pas dire que l'école hollandaise cristallise une tendance que l'on verra désormais partout où le mouvement communiste ne fait que commencer. La bataille doit se décider ici, dans cette salle. Il faut que l'on dise si l'Internationale Communiste avait raison de suivre le chemin qu'elle a suivi l'an dernier. Et quand après de longues épreuves elle vous dit que le temps des plaisanteries est passé, que vous avez à choisir entre l'école hollandaise et l'Internationale Communiste, votre résolution, camarades, sur le rapport de l'Exécutif, préjuge de toutes vos résolutions sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour. Si vous tranchez la question comme elle doit l'être, il vous suffira, pour certaines autres questions, de les examiner rapidement, car tout notre travail passé a été poursuivi dans le même milieu et dans le même sens, c'est-à-dire vers les masses, avec les masses, vers la lutte révolutionnaire. (*Vifs applaudissements.*)

Discours de Clara ZETKIN

Clara Zetkin. — Camarades, dans son rapport d'avant-hier, le camarade Zinoviev égrene le chapelet de mes péchés et le camarade Radek l'a suivi hier dans cette bonne voie. Je vois qu'en ma qualité d'une des principales accusées on m'a autorisée de faire un discours plus long que les autres, car il est impossible d'effleurer cette question en dix minutes. D'abord, en ce qui concerne la série des mes péchés, je constate que, durant toute ma vie, je n'ai jamais ni conspiré ni échangé de correspondance avec le camarade Nobs, de Zurich, et affirmer le contraire, c'est se tromper.

Passons maintenant à la question italienne et à mon attitude à cet égard, qui eut une influence décisive sur ma sortie du Comité Directeur du Parti Communiste allemand. Voici ce que j'ai à en dire. A en juger d'après la manière dont cette question a été traitée par les camarades Zinoviev, Heckert, Radek et autres orateurs, j'ai eu l'impression qu'on l'a beaucoup trop exclusivement traitée comme un cas « Serrati » au lieu de la poser comme une question intéressant toute la masse prolétarienne italienne. Cette masse, à notre regret, ne s'est pas encore placée nettement et résolument, au point de vue idéologique, sur le terrain du communisme. On a beaucoup parlé ici du manque de sincérité, de la trahison et des tergiversations de Serrati. Vraiment, camarades, je ne pouvais pas me décider à prononcer un jugement dans

la question italienne en vertu des arguments qui revenaient toujours à savoir que Serrati est un mauvais gars dont on ne peut pas comprendre clairement la politique indécise et hésitante. Camarades, nous devons juger la question prise par un homme politique d'après sa conduite morale et sa ligne de conduite politique qui, tracée sans déviation, doit mettre tout à fait au clair amis et ennemis, eh bien, camarades, ni nous devons faire cela, alors — et j'insiste que je suis bien loin d'en vouloir à qui ce soit — alors, camarade Radek, il y en a plusieurs ici qui y sont, grâce à leur conduite indécise, hésitante et souvent versatile.

Camarades, aucune question personnelle n'existe pour moi. A la vérité, je n'appartiens point à ceux qui, au dire du camarade Zinoviev, regretteraient de ne point voir la table présidentielle décorée par la belle barbe de d'Arragona, qui m'est, au reste, absolument inconnu.

Non, camarades, je vous le dis franchement, mon sentiment esthétique est parfaitement satisfait par la chevelure bouclée de notre ami Zinoviev. (*Rires.*) Et si je voulais juger d'après mes sympathies personnelles et former ma décision, eh bien, je le déclare franchement, mon sentiment de sympathie n'appartiendrait pas à Serrati, mais beaucoup plus à Turatti, qui est un caractère entier, quoique je trouve sa politique

horrible et que je considère qu'il faut lutter contre elle le plus énergiquement possible. Mais, pour ma part, j'ai toujours considéré, pour m'orienter, les masses, et celles-ci suivent encore malheureusement Serrati. Je dis une chose : si Serrati était réellement l'homme dépeint dans les documents produits par Zinoviev, je ne comprends alors pas qu'on ait pu nommer Serrati au Présidium du 2^e Congrès, et qu'on n'ait pas agi beaucoup plus tôt et plus énergiquement pour amener une scission et liquider la situation d'une façon claire et nette.

La situation du Parti Italien

Camarades, je pouvais pourtant bien comprendre l'hésitation de l'Exécutif à intervenir par une action violente dans le développement des rapports du Parti italien. Le Parti italien avait été un des premiers grands Partis qu'avaient reconnu sans réserves, dans un temps difficile, la 3^e Internationale. Les événements de septembre ont montré que le Parti italien ne fut pas capable de saisir la situation et d'en tirer tout le parti révolutionnaire pour entamer un combat politique de grande envergure tendant à s'emparer du pouvoir politique ou tout au moins d'esquisser une attaque puissante pour se saisir de ce pouvoir.

Le camarade Terracini nous a déclaré ici que le Comité du parti avait débattu pendant deux journées la question de savoir si l'on devait ou non faire la révolution. A mon avis, il aurait mieux valu que les chefs du Parti eussent, dans cette situation, décidé d'entreprendre la lutte politique avec tous les moyens. On aurait pu voir alors jusqu'où l'on pouvait s'avancer dans la voie révolutionnaire. Mais je ne puis pas attribuer à Serrati toute la faute de ce que cette résolution n'ait pas été prise. Serrati ne se trouvait pas en Italie à ce moment.

Ce fait me montre une chose, c'est que le Parti italien, sur lequel nous avons jeté des regards fiers et étonnés, n'était pas ce qu'il devait être, ni au point de vue idéologique, ni au point de vue de son organisation. Mais je vois encore autre chose : c'est qu'alors les masses qui s'étaient soulevées en Italie n'avaient pas fait plus de progrès que leurs chefs, car autrement, camarades, et ce que je vais dire, je l'ai toujours pensé et je le pense encore aujourd'hui, si les masses étaient vraiment animées de la volonté révolutionnaire et si elles étaient conscientes, elles auraient hué, ce jour-là, la décision de leurs chefs hésitants et se seraient engagées, sans leur aide dans le combat politique.

Heckert. — C'est la même justification que plaident les Scheidemann pour leur trahison de 1914. (*Bruit, mouvements divers.*)

- *Clara Zetkin.* — Je vous en prie, cela n'est point une justification, mais une constatation du fait historique que le niveau des chefs est toujours en rapport avec celui des masses. Certainement, l'attitude des chefs peut quelquefois avoir une influence décisive, mais un prolétariat vraiment mûr et révolutionnaire produira toujours lui-même, aux moments décisifs, des chefs qui remplaceront les anciens. Je ne dis pas cela pour atténuer en quoi que ce soit la faute des chefs politiques, mais pour une tout autre raison, c'est pour montrer que l'Exécutif aurait dû absolument user de tous les moyens possibles pour qu'un parti unifié idéologiquement et possédant une organisation parfaite fût constitué. Ce Parti devrait pouvoir diriger lui-même le travail des masses encore insuffisamment éclairées et animées seule-

ment d'un instinct révolutionnaire et les éduquer.

C'est sous ce point de vue de la constitution d'un tel Parti que j'ai toujours envisagé le problème italien. C'est pourquoi j'ai toujours ouvertement approuvé la décision de l'Exécutif que le Parti devait, s'il voulait être membre de la 3^e Internationale, se séparer immédiatement et ouvertement des Turattistes. Je souligne ces derniers mots : *ouvertement et immédiatement*, parce que je désire qu'il n'y ait pas de malentendu et qu'on ne m'impute pas l'opinion qu'on pouvait continuer à faire la politique turattiste et réformiste des soi-disant « unitaristes », politique cachée par une phraséologie communiste. L'existence de ce Parti centriste était justement l'obstacle à cette séparation, quoiqu'il y eût sans doute des masses de prolétaires qui avaient prouvé, tant par leur passé que par le présent, qu'ils cherchaient honnêtement le chemin qui mène au communisme et à la 3^e Internationale. Le chemin, elles s'efforçaient de le trouver non pas seulement théoriquement, mais elles étaient prêtes à passer à l'action. J'attache une grande importance à ce que ces masses étaient gagnées au Parti Communiste d'Italie. Et pourquoi ? Non pas — comme on y a fait allusion ici — que j'avais quelque penchant pour une politique centriste ou à moitié centriste. Mais, pour d'autres raisons. Je savais qu'il y avait parmi ces masses des ouvriers organisés en syndicats et en unions qui justement pouvaient et devaient être les champions de la lutte contre toute politique et tactique réformiste et opportuniste. Et pour une autre raison encore qui devra vous montrer combien je suis éloigné de toute tendance à demi centriste et pacifiste. On m'avait dit — je ne sais pas si c'est juste, et je prie nos amis italiens de rectifier si ce ne l'est pas — que les autorités municipales, les maires et les conseillers communaux en Italie étaient à même de contrôler et d'exercer leur pouvoir sur la politique. J'ai considéré comme un véritable accroissement de pouvoir des communistes le fait que pendant la guerre civile, en Italie, la force armée ou du moins la police armée leur fut soumise dans des milliers de communes, — naturellement non pas dans le but de faire marcher cette police armée comme garde d'honneur pendant les démonstrations mais pour la lancer dans les combats révolutionnaires.

La motion Clara Zetkin

La motion que j'ai proposée à la Centrale était somme toute d'accord avec celle du représentant de l'Exécutif. Je ne l'avais changée qu'en un seul point pour dire qu'on devait laisser la porte ouverte à une grande partie d'ouvriers Serrattistes s'ils désiraient trouver le chemin qui les mènerait au Parti Communiste.

Et que disait cette motion ? Elle se déclarait sans aucune réserve pour la demande de l'Exécutif : les Turattistes devaient être immédiatement expulsés sans recours possible en leur faveur. En second lieu, la résolution constatait qu'il fallait reprocher à Serrati deux grandes fautes dont il s'était rendu coupable ; à savoir : premièrement, il n'avait pas fait une seule proposition, durant les six mois qui avaient suivi le 2^e Congrès, qui eût pu contribuer à opérer la scission d'une autre façon. En second lieu, il avait préféré, à Livourne, la fusion avec 14.000 Turattistes à celle avec le Parti Communiste comptant 68.000 prolétaires. La motion déclarait en outre qu'il y avait sans doute derrière Serrati des éléments pro-

létariens qui désiraient honnêtement le communisme et à qui l'on devait pour cette raison laisser la porte ouverte pour s'entendre avec le Parti Communiste et s'unir en un seul parti. La motion réclamait encore que l'Exécutif démontrât qu'il n'y avait rien à faire dans cette direction-là. Ensuite elle déclarait qu'il fallait évidemment qu'il n'y eût qu'un seul Parti Communiste en Italie qui existât légitimement, voire le Parti Communiste d'Italie.

Camarades, le fait que l'Exécutif accepta à l'unanimité, dans une de ses séances ultérieures, une résolution semblable à la mienne prouve que celle-ci ne révélait aucun penchant centriste. Si donc on m'accuse de tendances centristes à cause de cette motion, eh bien ! je me trouve alors dans la meilleure compagnie.

Je continue, camarades. Je faisais une tournée dans le pays pour des fins de propagande, et je ne savais rien de ce qui se passait.

De retour à la séance de la Centrale, on me communiqua une nouvelle tout à fait inattendue, et l'on me dit qu'on devait de nouveau s'occuper de la question italienne. Je demandai alors pourquoi. On me répondit : « Mais, d'abord parce que Lévi a fait, dans une séance de fonctionnaires à Berlin, des déclarations qui exposaient la motion dans un esprit Serrattiste, et ensuite parce qu'un représentant de l'Exécutif était arrivé ici de Livourne et avait déclaré que l'attitude adoptée jusqu'alors par le Parti ne suffisait plus et devait être changée ». En ce qui concerne la déclaration de Lévi, j'osai dire que, tout en prisant très haut ses capacités, je ne pouvais pourtant guère penser qu'il était une personnalité dont l'opinion pût renverser les décisions de toute une organisation. Il aurait suffi que la Centrale déclarât que Lévi n'avait pas agi en notre nom, mais qu'il s'était au contraire opposé à nos décisions en interprétant la motion d'une façon ou d'une autre. Une autre motion nous fut proposée par les camarades Thalheimer et Stoecker. Je veux encore constater une chose, si la mémoire ne me fait pas défaut (car les matériaux que j'apportais avec moi, l'obligeante police allemande a eu l'amabilité de m'en soulager à la frontière), c'est que la première de ces résolutions fut acceptée par la Centrale à l'unanimité contre une seule abstention et en l'absence d'un membre du Comité. Et voilà qu'on la remet de nouveau à l'ordre du jour simultanément avec celle de Thalheimer-Stoecker, dont je donnerai plus tard les traits caractéristiques. La majorité des membres de la Centrale repoussa la motion Thalheimer-Stoecker, tandis que la vieille motion fut acceptée de nouveau à une grande majorité. J'en eusse encore considérablement accentué les termes afin qu'il fût impossible de l'interpréter dans un sens favorable à Serrati. J'avais d'autant plus le droit d'être assurée du résultat favorable que même les représentants de l'Exécutif en Italie avaient dû déclarer que la vieille résolution était suffisante.

Camarades, on parle beaucoup ici des exigences de la discipline et de la subordination de la minorité à la majorité. On avait pris la décision définitive, à la séance de la Centrale, de proposer la motion, rédigée en termes plus énergiques, au Comité Central au nom de toute la Centrale. Mais on n'avait point assez insisté sur l'interdiction aux membres séparés de proposer de leur côté des motions. Une stricte discipline aurait dû le faire interdire. Maintenant, l'on voit que cela doit être fait d'urgence. Pourquoi m'étais-je déclarée contre

la motion Thalheimer-Stoecker ? Je dis que je m'incline devant la discipline, mais je constate qu'on avait décidé que ce devait être proposé au nom de toute la Centrale.

Heckert. — C'est juste le contraire qui avait été décidé !

Clara Zetkin. — Camarades, on avait décidé que cette motion devait être la motion proposée au nom de toute la Centrale ; mais, plus tard, on avait déclaré que les membres séparés avaient le droit, à leur gré, de proposer aussi une résolution. Du reste, je voulais dire que cette affaire est tout à fait secondaire et ne change en rien la question essentielle. A mon avis, l'idée de discipline est appliquée trop strictement. Et voici pour quelle raison je fus contre la motion Thalheimer-Stoecker. D'abord, les mobiles de l'exclusion des Serrattistes s'y trouvent, outre des autres erreurs déjà constatées et qui caractérisent l'attitude du Parti Italien par rapport à la question agraire des nationalités, des syndicats. Mais toutes trois étaient des questions dont s'était occupé le 2^e Congrès de l'Internationale, et je pensais que se serait porter atteinte aux décisions et à l'autorité du 2^e Congrès mondial que de considérer dans cette question l'attitude du Parti comme résultant de cette expulsion.

En effet, la question surgit, pressante ; si la position prise par les Italiens à l'endroit de cette question n'était pas conforme, et cela à un tel degré, à la politique de toute l'Internationale Communiste, le 2^e Congrès mondial aurait déjà dû alors exclure le Parti Italien de l'Internationale Communiste. Une autre question se pose encore : dans presque tous les Partis Communistes, il y a jusqu'à présent encore des différences d'opinion touchant les questions de théorie aussi bien que celles de pratique. Je me rappelle que, tout récemment encore, nous avons vu se livrer les combats les plus acharnés sur les questions agraires et syndicales au sein du parti de nos frères russes. Cette différence d'opinion a surgi non seulement au sujet de questions théoriques, mais aussi par rapport à la pratique. Si l'on devait appliquer cette mesure pour décider si tel ou tel parti devait appartenir ou non à la 3^e Internationale, il n'y aurait pas un seul parti qui remplisse en ce moment les conditions voulues pour cette adhésion.

Pour une autre raison encore, j'étais contre la motion Thalheimer, qui déclarait qu'il fallait livrer le combat le plus acharné au groupe Serrati. Je n'avais rien à répliquer à cette déclaration de guerre contre lui, mais c'était attaquer son groupe. Cette dernière mesure équivaldrait à une déclaration de guerre contre les prolétaires qui voulaient se joindre au Parti Communiste. Elle me semblait alors être excessivement peu intelligente pour la raison que voici : Vous savez qu'on m'a reproché d'avoir fait de la diplomatie avec Serrati. Lorsqu'il était venu à Berlin, il avait aussi passé par Stuttgart, pour la raison sans doute très banale qu'il est toujours beaucoup plus facile de parvenir à Berlin et à Stuttgart qu'à Moscou. Mais en quoi consista ma diplomatie ? J'insiste à le déclarer ici. On me dit que Serrati avait été à Berlin et qu'il avait conféré avec les membres de la Centrale allemande. Elle avait décidé d'envoyer à l'Exécutif de Moscou une proposition selon laquelle celui-ci devait nommer et envoyer en Italie une commission spéciale. Cette commission serait chargée de trouver, en collaboration avec le Parti Communiste et le prolétariat, quelque mode d'arranger l'expulsion des Turattistes et d'opérer la scission. Je me suis donc dit : « Je ne dois pas

être plus royaliste que le roi, et si la Centrale a fait...

Radek. — Le roi, c'était Lévi !

L'attitude de Serrati

Clara Zetkin. — C'est ce que je ne pouvais savoir. On me prévint d'être prudente dans mes pourparlers avec Serrati. On me dit de noter ma conversation sitôt après l'entrevue et de l'expédier par courrier à la Centrale pour permettre au camarade Kurt Geyer de prendre la lettre avec lui à Moscou. J'ai fidèlement suivi ce conseil : pendant mon entrevue avec Serrati, on ne peut pas dire que j'eusse été trop diplomatique, car je commençai par lui faire un bon lavage de tête à cause de sa lettre à Lénine et à cause de celle adressée à Longuet à propos de la scission de Tours. Je lui déclarai que c'était une faute, et il l'avoua, en excusant sa conduite par la situation difficile où il s'était trouvé, attaqué de tous côtés, de gauche et de droite et du centre, et sans expérience pour se défendre.

Tout ce qu'il me dit ne parut pas trop convaincant. Mais je pensais quand même utiliser la situation dans les intérêts d'une scission et d'un éclaircissement au sein du Parti Italien. Je dis à Serrati que s'il voulait sérieusement s'entendre avec le Parti Communiste et avec l'Internationale, il ne suffisait pas, selon moi, de faire sa proposition par l'intermédiaire de la Centrale allemande. Je lui dis que je trouvais plus honnête et plus intelligent, au point de vue politique, de faire la chose suivante : décider le Comité du Parti Socialiste Italien à apporter de son côté un projet semblable à l'Exécutif de Moscou. Après beaucoup de tergiversations, Serrati me le promit. Alors, je le poussai plus loin encore : je lui déclarai que dans sa position cela ne suffisait pas, qu'il devait décider son Comité à envoyer immédiatement une copie de cette proposition au Comité du Parti Communiste d'Italie en leur écrivant : « Chers camarades, nous vous envoyons la copie d'une proposition que nous faisons à l'Exécutif de l'Internationale, et nous vous prions de prendre connaissance de notre action et de vous solidariser avec elle autant que possible ».

Camarades, Serrati fut d'accord avec cela aussi sans qu'il eût été convenu entre lui et moi de ce que j'attendais de cette mesure. Et quel était mon but en faisant cela? Je voulais mettre Serrati dans cette situation : il devrait ou bien accomplir honnêtement la promesse qu'il m'avait faite, ou dans le cas contraire nous aurions eu contre lui une arme pour prouver que sa reconnaissance de la 3^e Internationale et toute sa fidélité à elle n'avaient été qu'hypocrisie et qu'elle ne se manifestait qu'en paroles et non en faits.

Voilà pourquoi je considérais qu'étant donnée cette situation il valait mieux ne pas approuver la motion Thalheimer-Stoecker, car en l'acceptant vous donniez à Serrati un prétexte facile de ne pas tenir sa parole et de ne rien faire pour s'entendre avec le Parti Communiste Italien et avec l'Internationale. Je me suis naturellement informée auprès de nos amis italiens : Serrati n'avait rien fait en vue de l'exécution de sa promesse. (*Ecoutez! Ecoutez!*) Il pouvait à la vérité alléguer le fait que le Comité Central allemand avait accepté la motion qui lui déclarait la guerre. Moi je dois dire que, si j'avais été à la place de Serrati, même cette menace de guerre n'aurait pas ébranlé mon opinion et la conviction que je devais chercher le moyen de me réconcilier avec la 3^e Inter-

nationale et le Parti Communiste d'Italie. J'aurais dit que malgré cette motion c'était le moment de montrer mon sincère désir d'adhérer à la 3^e Internationale (*Applaudissements*).

Camarades, en rapport avec cette décision du Comité Central je dois dire que l'intervention dans nos débats du camarade Rakowski, représentant de l'Internationale en Italie eut une influence décisive sur ma démission de la Centrale.

Au Comité Central on avait déclaré que le camarade susnommé s'en tenait à sa première idée. Je vous l'ai déjà dit, j'étais assez naïve pour croire que le représentant de l'Exécutif en Italie, vu la situation d'alors, avait agi au nom et d'après les ordres de l'Exécutif. Je n'ai pas pensé un seul instant qu'un représentant de l'Exécutif ait pu faire de telles déclarations en les soulignant de son propre gré et sous sa propre responsabilité, dans notre Comité Central alors que la situation à Livourne était si difficile et si importante. Je reconnais cette faute et je suis fort contente que l'Exécutif n'ait pas approuvé son représentant. Il se peut que je me trompe. Camarades, je ne suis pas de ces esprits théoriques qui, politiciens misérables en pratique, estiment avoir le droit d'être des brillants théoriciens. Mon jugement je l'ai formé d'après les événements créés par la situation d'alors. Je ne pouvais en prendre sur moi la responsabilité dans une situation si difficile.

Il y avait encore une autre raison pour que je prisse une décision mais je ne voulais pas l'exposer au cours de la discussion afin de ne pas provoquer des plaintes et des offenses personnelles. Je m'étais aperçue qu'une grande partie des membres de la Centrale avaient changé d'opinion. Je n'en fais aucun reproche aux camarades en question. Il m'arrive à moi-même de changer d'opinion vingt-quatre fois par jour et de dire que vingt-trois fois j'avais été bête comme un âne et m'étais trompée. Mais ce que je ne pouvais pas comprendre c'est qu'on changeât d'opinion à la suite de nouveaux arguments non documentés.

(*Interruptions : Et l'attitude de Lévi ?*)

Clara Zetkin. — Mais il ne pouvait donc point inspirer la Centrale. Je ne voudrais pas qu'on crût la Centrale si faible et si pauvre que ses décisions puissent être influencées par l'opinion de Lévi.

(*Interruptions : Nous autres...*)

Clara Zetkin. — Je ne me suis jamais laissée influencer dans mes décisions par ce qu'un Lévi ou un Müller ou encore un Schulze émettaient telle ou telle opinion, je ne l'admettais que si elle me semblait juste.

Camarades, personne n'a le droit de me reprocher d'avoir jamais eu peur d'être de la minorité. Au contraire, j'en ai presque toujours fait partie. Rappelez-vous que dans la lutte, menée en faveur de l'utilisation de la tribune parlementaire j'ai été seule pendant longtemps et que même les membres de la Centrale qui se sont joints à moi l'ont fait non parce qu'ils étaient persuadés de la nécessité de participer à l'œuvre parlementaire, mais parce qu'ils disaient que c'est simplement l'esprit du temps et que nous ne pouvions pas marcher contre l'esprit des masses. Je vous prends tous à témoins que durant toute mon activité de parti d'une durée de 40 ans personne ne peut me reprocher d'avoir jamais renoncé à un poste pour la seule raison que j'étais d'une autre opinion ou d'avoir jamais trompé ceux qui m'avaient chargée de leur mandat ou bien encore de m'être retirée pour bouder. C'est pourquoi en quittant mon poste

je pensai donner en une certaine mesure un signal d'alarme que je considérais comme très nécessaire. On m'a blâmée d'avoir quitté la Centrale en disant que j'avais manqué à la discipline. N'allons pas nous quereller sur des mots, mais voici ce que j'ai à en dire : D'abord, malgré tout je n'aurais pas quitté la Centrale si je m'étais imaginée que le Parti fût encore si faible que ma démission de la Centrale, — démission qui eut lieu sans aucun pourparler avec Lévi ou qui que ce soit d'autre — pût lui être nuisible. Un bureau de Parti n'est point un bonbon de chocolat doux qu'on sert pour la santé politique. Non, camarades, on confie un poste de combat à quelqu'un seulement si l'on a la conviction qu'on y place une personne appropriée remplissant les conditions voulues. Ne remplissant plus ces conditions je ne convenais plus à mon poste, et au lieu d'être un élément utile à la Centrale et au parti j'étais un sujet de trouble et je nuisais par là au parti.

Camarades, voilà pourquoi j'ai agi comme je l'ai fait.

Je n'ai jamais eu honte lorsque j'avais commis une erreur de l'avouer publiquement. Et j'agirai toujours de la même façon dès que je m'apercevrai que j'ai commis une faute. Je puis vous assurer d'une chose : c'est que dans ce cas il était nécessaire dans l'intérêt du parti et du prolétariat d'agir comme je l'ai fait. Si une autre fois je suis encore convaincue que la situation exige que j'agisse de la même manière eh bien, je le ferai car pour moi la fidélité au prolétariat prime toujours sur la fidélité à la discipline du Parti. Mais, camarades, si je vois que je me suis trompée je serai la première non seulement à reconnaître ma faute, et à faire mon *mea culpa*, mais encore à déclarer que c'est ma faute extrême, *mea maxima culpa*. Voilà quel est mon point de vue en fait d'infraction à la discipline. Je ne me suis jamais encore sentie découragée quand on me grondait pour quelque faute réelle ou même imaginaire. Par contre je me sentirais non seulement humiliée mais même indignée si jamais j'agissais contre ma conscience. C'est sans aucune protestation que j'ai accepté les réprimandes et c'est avec une parfaite tranquillité que je vais attendre la décision du congrès.

Et maintenant, deux ou trois mots encore à propos de la question italienne. A mon avis la politique de Serrati et de son Parti après le congrès de Livourne a montré indubitablement que c'était une politique de réformiste et opportuniste. (*Approbaton*). Je le reconnais parfaitement. La position prise par le parti dans la question de la garde-blanche et de la lutte contre le fascisme le montre clairement. Est-ce vraiment là un Parti Communiste — non, je veux dire même plus : est-ce même un Parti politique qui veut faire la guerre civile, déchaînée par le fascisme, au moyen des sermons et qui déclare qu'il faut combattre et vaincre le fascisme par les armes de l'éthique chrétienne ? (*Rires*). Non, dans les combats du prolétariat il faut toujours rendre deux coups pour un. Il faut briser la violence par la violence même. Et ce ne sont pas les deux sons de flûte de l'*Avanti* qui peuvent venir à bout du fascisme en Italie. Il ne sera écrasé que par le combat prolétarien. (*Vifs applaudissements*) Toute l'attitude des Serrattistes à l'endroit des problèmes politiques me semble indubitablement révéler leur caractère opportuniste. Beaucoup de camarades nous disent qu'ils voient là la confirmation que la scission de Livourne était justifiée. Mais, camarades, on peut en avoir une autre opinion : on peut dire

que cette scission de l'aile gauche a presque forcé les unitaristes de se jeter dans les bras des Turattistes.

Radek. — Comme Hilferding s'est jeté dans les bras de Scheidemann (*Rires*).

Clara Zetkin. — Oui, camarades, il y a deux faces à la médaille. Je salue la scission en tant qu'il s'agit de démasquer les chefs peu sûrs et hésitants. Mais je la regrette quand elle retient encore des centaines de milliers de prolétaires. Ne peut-on donc pas arracher ces centaines de milliers d'ouvriers plus rapidement de ce milieu maudit en les amenant dans la sphère d'influence du Parti Communiste italien? Je veux cependant laisser les savants se disputer et se quereller sur la question de savoir si l'évolution du Parti Italien sert de preuve que la scission de Livourne était juste ou si elle a eu une influence néfaste. Il me semble qu'il ne suffit plus que le congrès déclare simplement que les vingt et une conditions doivent être strictement exécutées; la scission avec les Turattistes, la séparation est une nécessité pour chacun qui veut appartenir à l'Internationale Communiste. Non, le Congrès doit encore réfuter de la façon la plus tranchante et sans équivoque toute politique dirigée d'une façon tant soit peu opportuniste et apte à tromper les masses. Camarades, je suis d'avis que nous ne pouvons prendre une décision à ce sujet avant d'avoir entendu les deux cloches. Mais en tout cas, autant que je puis en juger par les documents présentés, mon opinion est sûrement telle que je vous l'ai exposée ici.

Le cas Paul Lévi

Et maintenant si vous voulez bien me le permettre, je vais dire quelques mots encore sur le cas Lévi ; je ne veux pas qu'on me soupçonne de vouloir éviter cette question. Je répète que nous ne considérons pas comme erronée l'attitude de l'Exécutif à cet endroit, au contraire, nous l'approuvons tout à fait d'avoir insisté sur la scission des Turattistes. Il aurait seulement fallu bien considérer s'il n'eût pas été possible d'opérer ici plus tôt la scission, de la mieux préparer et surtout d'essayer de la provoquer parmi les Serrattistes eux-mêmes afin d'amener au Parti Communiste les meilleurs éléments ouvriers. Je reproche encore franchement et sans aucune réserve à l'Exécutif, de n'avoir pas été assez prudent dans le choix de ses représentants à l'étranger. Je constate que l'Exécutif a désavoué l'action de certains de ces représentants, par les déclarations qu'a faites le camarade Zinoviev au sujet du caractère et des tâches incombant aux Partis Communistes et à la 3^e Internationale. Il n'y a donc aucune raison pour entamer un combat contre l'Exécutif.

Radek. — Mais Lévi l'a fait et vous ne l'avez pas mis à sa place.

Clara Zetkin. — Nous en reparlerons encore, mais attendez un peu. Quant au cas Lévi, à mon avis, ce n'est pas simplement un cas de discipline (*Tout à fait juste !*) mais surtout un cas politique. Ce cas ne peut être ni jugé ni estimé autrement qu'en rapport avec toute la situation politique. C'est pourquoi on doit seulement en parler lors des discussions que nous aurons au sujet de la tactique du Parti Communiste et surtout de l'action du mois de mars. Ici nous sommes en train de traiter le cas Lévi comme un cas de discipline. Je ne m'y oppose point, mais à la seule condition que l'action de mars soit également incluse.

Il nous manquerait autrement tout l'arrière-fond historique et toute cette atmosphère qui permet de comprendre l'origine de ce cas discipli-

naire. Hier le camarade Radek a posé la question d'une manière tout à fait personnelle contre Paul Lévi en s'écriant emphatiquement : « Et quand a-t-on jamais vu Paul Lévi dans les tranchées révolutionnaires ? »

Le camarade Radek sait aussi bien que moi que le camarade Paul Lévi n'appartient pas au nombre des lâches qui désertent le combat. Il restait sur les lieux du combat durant les dangereuses journées de janvier et de mars 1919 quoique sa tête fût mise à prix pour 20.000 marks. Et avec le camarade Thalheimer il a mené la vie dangereuse des combats illégaux; jeté tantôt ici, tantôt là, il me semble à moi que c'est aussi être dans des tranchées révolutionnaires. Je ne veux qu'effleurer ces faits ici sans m'y arrêter. Je dis seulement que nous ne pouvons arriver à formuler un jugement juste sur l'attitude et la conduite de Paul Lévi que si nous en parlons en même temps que de l'action du mois de mars. Je me suis toujours déclaré solidaire de sa conduite lors de cette action. Je l'ai répété dans beaucoup d'assemblées où se réunissaient des dizaines de milliers d'ouvriers. J'ai toujours déclaré que je n'approuve pas chaque mot de la brochure et je suis loin d'être d'accord avec chaque jugement qui y est énoncé. Et si vous me priez de répondre la main sur la conscience je dois vous dire que je n'aurais pas écrit cette brochure. Mais c'était alors pour le Parti une question vitale qu'une critique fût amorcée.

Je ne m'oppose pas à ce que le Congrès prenne immédiatement une décision sur le cas Lévi. Mais seulement après une discussion complète de tous les faits qui ont précédé l'action de mars, car nous savons que le camarade Lévi a agi par conviction. Il peut faire valoir les mêmes raisons pour expliquer son délit de discipline qu'on a fait valoir autrefois pour expliquer la conduite des camarades russes qui avaient violé la discipline. Il a agi mu par la conviction de pouvoir sauver le Parti et qu'il était obligé de rendre un service aux prolétaires.

Radek. — Et la question de l'offensive ?

Clara Zetkin. — Je ne parlerai de la question de l'offensive ou de défensive, camarade Radek, que lorsque nous discuterons la question entière, et quand vous tirez des phrases du reste du texte, vous agissez selon une bien vieille méthode que vous n'avez point inventée, vous agissez selon la recette qui consiste à dire : Donnez-moi une vingtaine de lignes écrites par quelqu'un, et je l'expédierai à l'échafaud.

J'expliquerai plus tard comment je me représente la question d'offensive ou de défensive. (*Heckert fait une interruption.*) Camarade Heckert, je le ferai sans votre bénédiction : jusqu'à présent, vous n'êtes pas encore mon confesseur politique.

Camarades, dans le cas Lévi, nous devons faire attention à l'ensemble des faits et de la politique, ainsi qu'aux mobiles qui ont poussé Lévi à écrire sa brochure et enfin à l'effet qu'elle a produit.

Mais, camarades, ce qui est beaucoup plus pénible, c'est que la brochure du camarade Lévi a affligé beaucoup de travailleurs et que nombre de ceux-ci se sont abstenus à cause d'elle de prendre part à la discussion objective et critique de la situation et de la ligne de conduite de la Centrale. Je comprends parfaitement bien l'excitation et l'indignation (*Ecoutez ! Ecoutez !*) qui s'élevèrent dans les rangs des ouvriers. Mais je vous dis aussi : je plains les Communistes instruits et éduqués qui ne sont pas capables de riposter à leurs adversaires lorsque ceux-ci utilisent contre eux la brochure. Car si nous nous faisons une autorité de ce que nos ennemis font de nous, les Communistes, grâce à nos déclarations écrites et verbales, eh bien ! nous ne pourrions jamais écrire une seule ligne, ni jamais ouvrir la bouche, car nos adversaires dénatureraient tout et réussiraient à sucer le miel de toutes les fleurs.

Je dois dire en toute honnêteté que je suis convaincue que sans la critique de Lévi nous n'aurions pas eu une discussion si rapide et si importante sur la théorie et la pratique de l'action de mars. Elle a permis d'éviter que le Parti Communiste et le prolétariat ne fussent exposés au danger d'être de nouveau entraînés dans de nouvelles entreprises dont le succès sera douteux.

Camarades, je vais vous dire la raison pour laquelle j'ai pris une position si ferme dans toute cette question compliquée. Je considère maintenant et j'avais considéré alors qu'une action la plus intense et la plus énergique du prolétariat allemand était absolument nécessaire dans les conditions données. Ce qui me chagrine, ce n'est pas que les ouvriers se soient battus ni qu'il y ait eu une solution fautive, ni encore que nous ayons eu une mauvaise direction. Mais c'est que le Parti Communiste, à une époque où il fallait agir, a été trop faible et incapable d'accomplir l'action nécessaire. (*Protestations.*) Quand je demande au Congrès d'entreprendre une enquête détaillée et consciencieuse de la tactique de l'action de mars, tant au point de vue théorique que pratique, je le fais avec la conviction que notre discussion doit poursuivre un seul but : nous préparer et nous armer pour de nouveaux combats acharnés, le faire sans aucune réserve, que ces combats soient des défaites ou des victoires. Même les défaites peuvent être utiles si elles sont infligées aux masses prolétariennes par un ennemi supérieur et qu'elles soient au moins des défaites où le prolétariat puisse s'écrier fièrement que « tout est perdu, hors l'honneur » (*Vifs applaudissements et approbations prolongés.*)

Discours de FRIESLAND

Friesland. — Les exposés que les représentants de l'opposition allemande ont faits hier et aujourd'hui du rapport de l'Exécutif en ce qui concerne l'Allemagne, évitent très habilement de parler du principal sujet du litige et des points décisifs de la question. De même l'ardeur passionnée avec laquelle le camarade Clara Zetkin essaie dans son discours d'expliquer son attitude et ses actions, prouve que sa mémoire politique est plus faible que son ardeur, et que sa conduite ici dans nom-

bre de cas est tout autre qu'elle ne l'a été chez nous en Allemagne. Je n'ai pas du tout l'intention de démontrer la justesse ou l'erreur de la politique des amis au moyen de statistiques. Je sais que les camarades groupés autour de Malzahn ont eu à leur disposition assez de temps pour s'occuper de statistique en Allemagne. Ils ont eu l'occasion, à Berlin, de se rendre en automobile d'une usine à l'autre, non pour appeler les ouvriers au combat, mais pour leur troubler l'esprit, en leur

indiquant les endroits où on ne faisait pas grève, les détournant ainsi de la lutte. Je constate que le climat de Moscou a opéré certains changements dans la conception du camarade Malzahn. Il faut noter également un petit changement dans son jugement de l'action de mars. Ce n'est plus un grand « putsch » ni même un grand crime, c'est devenu petit à petit une lutte imposée, que le Parti Communiste a menée à l'entendre, fort courageusement. Je dois dire que pour autant qu'on peut analyser cette question au cours des débats au sujet du rapport de l'Exécutif, on ne peut le faire que dans son ensemble, comme le camarade Zinoviev. Pour résoudre cette question, au point de vue allemand, il faut considérer : quel était le degré de développement du Parti Communiste jusqu'à ce moment-là et par quelles actions le Parti Communiste s'est-il signalé dans ce combat ?

Et nous, nous disons : Les fautes commises durant cette action, furent très grandes. Nous sommes les derniers à nous cacher à nous-mêmes nos erreurs. Mais nous en parlerons avec les camarades qui ont combattu à nos côtés, et non avec ceux qui ont saboté de parti pris, les luttes du prolétariat. (*Vives approbations.*)

Nous savons qu'il n'existe ni en Allemagne, ni dans aucun autre pays un Parti Communiste qui, au cours de telles luttes, n'eut commis de pareilles fautes. Si néanmoins on veut parler d'erreurs, la première question qui se pose est la suivante : Quelle a été la faute principale ? Ce fut que dans le Parti Communiste tel qu'il était constitué sous l'ancienne direction avant la démission de ses membres, le camarade Rakowsky ne plut pas à la camarade Zetkin ni à d'autres camarades. Il est incontestable, que la direction de l'ancienne Centrale, n'était pas une direction capable de faire du Parti un Parti de combat. La camarade Zetkin reconnaît fort bien et appuie même sur le fait qu'il y avait péril dans la passivité de ses amis du Parti Communiste. Je me rappelle très exactement cette déclaration de la camarade Zetkin :

« Camarades, quelle fut l'action dominante du Parti Allemand ? Ce fut que la direction organisa, depuis le 2^e Congrès une lutte contre l'Exécutif, menée d'après un plan bien arrêté. » Il est clair qu'il ne s'agit nullement de la « jolie tête bouclée » du camarade Zinoviev. Ce combat qu'on a mené contre l'Exécutif, était une lutte contre les méthodes et les principes de la Révolution Russe et de l'Internationale Communiste en général. Tous ceux qui ont suivi de près les événements qui se sont déroulés au sein du Parti Allemand, savent que le camarade Lévi, s'efforçait systématiquement depuis son retour de Moscou, de détruire l'autorité de l'Internationale Communiste et de son Exécutif dans le Parti Allemand.

Nous avons toujours pu observer au sein du Parti allemand certaines menées dont le but était de renforcer les influences de l'Europe Occidentale contre les courants « asiato-bolchevistes » de l'Internationale Communiste. Je rappelle la manière dont a été traitée la question de la K.A.P.D. Je demande en toute franchise : les camarades de l'opposition ont-ils encore aujourd'hui l'opinion que la façon dont l'ancienne Centrale du Parti Allemand a traité la K.A.P.D. était politique, ou croient-ils que c'était une sorte d'hystérie sentimentale qui faisait traiter la question d'une manière si délicate. Il nous serait très agréable que vous vous prononciez sur les questions qui sont un continu sujet de litige. Enfin, les camarades pen-

sent-ils que la manière de traiter cette question par les camarades Lévi et Daumig attestait la volonté de provoquer un conflit avec l'Internationale Communiste. Il est intéressant de savoir que le camarade Markovitch du Parti Yougoslave était en mesure de faire un rapport sur les événements d'Allemagne et de faire accepter des décisions dans son Comité Central. Je suis certain de ne pas me tromper en supposant que le Comité Central à Vienne a également entretenu des relations avec M. le docteur Lévi. En tous cas nous nous rappelons que Lévi déclara franchement que, grâce à Dieu, il avait des relations dans l'Internationale. Nous prétendons qu'on a organisé à partir du 2^e Congrès une campagne dans les coulisses, en Allemagne et dans l'Internationale. Le fait que Lévi était troublé par la formation de fractions, par les relations secrètes du Turkestan, avec le Parti Allemand et d'autres partis, est pour ceux qui connaissent les méthodes de ce politicien, une chose ridicule. Nous trouvons qu'on a employé systématiquement ces méthodes au sein de notre mouvement.

A ce propos, les ouvriers allemands et le prolétariat révolutionnaire en Allemagne ont le sentiment très net du sens politique de ces méthodes, et des buts de ces combats. Et quand il s'agit pour les ouvriers allemands de choisir entre la direction qui, lors des combats révolutionnaires en Allemagne, ne sut pas tirer parti de tous les problèmes révolutionnaires et de préparer les luttes du prolétariat, et l'Exécutif ils n'hésitent pas. Camarades, je terminerai bientôt, on ne peut malheureusement pas en dix minutes, dire tout ce que l'on voudrait. Je vous prie de ne pas hésiter maintenant à traiter l'action de mars dans ce sens là de même que les fautes commises par le Parti Allemand durant cette action. Je voudrais vous prier de discuter calmement et franchement. L'exposé de la camarade Zetkin soigneusement étudié certaines questions. La camarade Zetkin a déclaré ici qu'elle ne s'était jamais solidarisée avec Lévi. Peut-être ne me désavouera-t-elle pas si j'affirme me rappeler qu'elle s'est tout de même solidarisée avec Lévi. Je rappelle que la *Rote Fahne* a publié un rapport à la suite duquel la camarade Zetkin déclara après une assemblée cantonale, qu'il serait lâche et mesquin de ne pas soutenir envers et contre tous Lévi. Les camarades sont-ils encore solidaires avec les calomnies émises par Lévi, ses racontars sur les Turkestanais, avec ses affirmations d'après lesquelles les représentants de l'Exécutif sont les instigateurs des attentats de toutes sortes ? (*Vifs applaudissements.*)

Peut-on conclure de ce que le camarade Rakowsky s'est exprimé peut-être d'une façon imprudente à la Commission Centrale, que l'Exécutif a adopté un autre point de vue dans la question de la formation des Partis de masses Communistes ? Je rappelle à ce propos qu'au moment où cette assertion s'est fait jour, toute la Commission Centrale a affirmé sans équivoque que, si un tel point de vue existait, nous, Parti Allemand, ne l'approuvions pas. L'on a dit que l'on voulait agrandir le Parti plus qu'il ne l'est nécessaire. De telles tendances se sont peut-être manifestées par-ci par-là. Mais des tendances à faire du Parti une secte n'ont jamais existé. Nous attendons qu'on prenne position d'une manière claire et nette qu'on ne passe pas ce sujet sous silence et que nous ne soyons pas en Allemagne dans une situation aussi critique que jusqu'à présent. Le représentant du Parti russe, poursuivi par la police, dénoncé, hon-

teusement par les camarades Daumig et Deuvel, a demandé officiellement dans la Commission Centrale. « Dites-moi, s'il vous plait, à quelles actions j'ai participé ? » On ne lui répondit rien. Nous ne désirons pas que l'on élude encore une fois certaines questions. Nous attendons que les camarades se prononcent. Nous voulons rentrer chez nous avec une déclaration claire et nette, nous ne désirons pas réentendre les paroles selon lesquelles Lévi est un homme remarquable parce qu'il a reconnu les fautes de l'action de Mars mais nous désirons une déclaration précise et non équivoque de ces camarades et du Congrès.

Les gens qui se solidarisent avec Lévi, qui l'ont autorisé à conserver son mandat au Reichstag jusqu'à la décision du Congrès, ont attaqué ainsi le Parti par derrière et ont détruit systématiquement l'autorité politique et morale de l'Exécutif. Il n'y a plus place pour eux dans les rangs de l'Internationale Communiste : sauf au cas où ils désavoueraient cette attitude. Et si la camarade Zetkin prétend qu'elle aurait écrit cette brochure différemment, cela est possible. Mais les huit camarades de l'opposition ne peuvent s'affranchir de la responsabilité politique qui leur revient quant à la publication de cette brochure. Il est évident que les épreuves ont été lues d'avance et discutées. (Écoutez, écoutez !) C'est une des questions les plus importantes pour le mouvement

allemand et non pas seulement une question de discipline comme l'a cru la camarade Zetkin. Toute l'activité de l'Exécutif était consacrée au problème de la création d'un Parti de masses révolutionnaires. Après leur admission dans le giron de l'Internationale Communiste, l'ancienne mode routinière d'agir avait cessé. Et j'affirme que l'excursion du camarade Lévi a été approuvée sans réserves par les camarades du Parti. (Vives approbations). Les ouvriers allemands n'avaient pas encore vu cela. Ils ont eu Scheidemann, Ebert et Noske, et tous ces chefs les ont trahi sans que personne ne proteste. Pour la première fois, l'Internationale a maintenu la discipline et force les chefs à marcher en contact étroit avec les masses.

Nous savons, d'après toute l'activité politique organisatrice, que ce n'est pas un effet du hasard, que, dans cette question, toutes les masses ouvrières se sont rangées, comme un seul homme, du côté du Parti. Même Clara Zetkin qui était plus respectée par les masses ouvrières que Lévi, ne pouvait faire triompher sa conception politique, dans le district même où cette conception est le plus profondément ancrée. C'est une preuve que le prolétariat révolutionnaire, dans les situations importantes, a une meilleure compréhension que les chefs les meilleurs et les plus haut placés (Vifs applaudissements).

Discours de RAKOVSKY

Rakovsky (Hongrie). — Camarades, on a reproché à l'Exécutif d'avoir confié des postes très importants à des messagers insuffisants. J'aurais été du nombre de ceux-là. Des camarades allemands et italiens ont déjà parlé de moi de manière à me justifier. Je n'ajouterai que quelques mots à ce qu'ils ont dit. J'ai agi en Italie, en plein accord avec le camarade Kalatchief et avec la direction du Parti Communiste Italien. Il n'y eut entre nous aucun désaccord, il me reste peu de choses à ajouter parce que nous avions la même opinion sur la situation. Il n'y eut de désaccord que lorsque intervint notre ex-camarade le docteur Paul Lévi. On sait que la grande question du Congrès de Livourne fut l'exclusion des réformistes, des Turattistes du Parti Italien. Les représentants des grands partis qui avaient déjà fait la scission pouvaient nous aider beaucoup. Nous comptions tout d'abord dans l'ordre d'idées sur le concours du jeune Parti Communiste Français qui venait de faire sa scission quelques semaines avant nous et sur les faiblesses duquel reposait la défense de Serrati. Mais bien qu'invités par les camarades italiens, le Parti Communiste Français n'envoya pas de représentants. Il se peut que l'invitation du Parti italien n'ait pas été reçue en France. Quoi qu'il en soit, nous dûmes renoncer à l'aide des camarades français. Nous comptâmes d'autant plus sur les camarades allemands qui avaient parcouru tout le chemin douloureux de l'opportunisme, et vécu plusieurs scissions. Quel ne fut donc pas notre étonnement quand Paul Lévi, après un entretien de deux heures avec Serrati, vint nous tenir à peu près le même langage que ce dernier. Nous lui répondîmes que ses opinions lui étaient sans doute personnelles. Sur quoi il tira fort tranquillement de sa poche une lettre qu'il avait, disait-il, par hasard sur lui et qui était de Clara Zetkin. Il s'y trouvait les

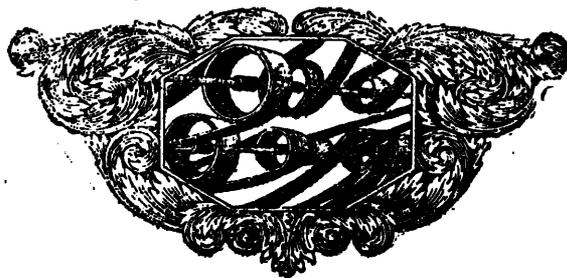
mêmes faits relatés déjà par Serrati et Lévi. La camarade Zetkin y déclarait tenir Serrati pour un bon révolutionnaire et avoir par contre la plus fâcheuse opinion des campagnes de Troïka, de Bordiga, de Bonabacci, de Graziadei. A son avis, Serrati aurait pu mieux que tous contribuer à la formation du Parti Communiste. Nous fûmes naturellement douloureusement étonnés et priâmes Lévi de ne pas exprimer son opinion tout au moins au Congrès. Notre demande était déjà un peu tardive. Serrati n'avait fait mystère devant personne de l'appui de Paul Lévi et de Clara Zetkin. Ce concours, de deux chefs d'un des plus grands Partis Communistes du monde, affermit naturellement le groupe Serrati et entrava d'autant nos preuves. Nous demandâmes à Lévi de nous appuyer, mais il ne fit que des déclarations plutôt ternes et quitta le lendemain le Congrès malgré nos insistances pour le retenir jusqu'à la fin. Nous pensions que s'il restait son opinion se modifierait. Les camarades savent le résultat du vote et la proportion des voix. L'Internationale Communiste et l'Exécutif (bien qu'il fonctionne dit-on déplorablement) intervinrent aussitôt qu'informés par radio, en déclarant catégoriquement, contre Serrati, ne reconnaître que le nouveau Parti Communiste en formation. L'Exécutif voyait fort bien de Moscou que Serrati s'évertuerait à retenir les masses avec Turatti en leur persuadant qu'elles resteraient dans l'Internationale communiste. L'Exécutif le comprit et adopta aussitôt les mesures nécessaires. Comme Serrati n'est pas un sot, il déclara, sitôt après avoir reçu le télégramme de l'Exécutif : « Nous en appellerons à l'Exécutif au 3^e Congrès ». Nous espérons alors qu'informés de son argumentation les Partis de la 3^e Internationale se prononceraient nettement contre lui. Le Parti français n'adopta pas, il est vrai, d'attitude officielle, mais son organe officiel pu-

blia un article de Jacques Mesnil, où il était dit, ni plus ni moins, que Serrati aurait fort bien pu prendre place dans la gauche du Parti Communiste français. Ce n'était pas pour déplaire à Serrati. Mais il fut tout à fait heureux quand parut le 22 janvier dans la *Rote Fahne* l'article resté fameux de Paul Lévi. Les camarades italiens qui, aussitôt après le Congrès de Livourne, avaient poursuivi l'œuvre de scission dans toute une série de Congrès régionaux, se trouvèrent fortement embarrassés, Serrati continuant à déclarer que Lévi et deux grands partis communistes l'approuvaient. C'est à Berlin que j'appris la résolution adoptée par le V. K. P. D. sur la question italienne. J'y trouvais tout de suite des passages qui pouvaient permettre à Serrati de nouvelles turpitudes. Aussi demandai-je au Comité Central du V. K. P. D. d'adopter une nouvelle résolution excluant tout équivoque. On en élabore une sur ma demande. Au même moment, et tout à fait indépendamment de nous, l'Exécutif de Moscou se rendait compte des défauts de la résolution allemande et demandait au V. K. P. D. de la modifier dans le sens même que j'avais indiqué. En séance du Comité Central du V. K. P. D. et à la conférence des comités allemands, je décrivis la situation en Italie. Les camarades et surtout le camarade Brandler furent indignés. Paul Lévi leur avait montré les masses communistes suivant en Italie Serrati et les autres, celles du jeune Parti Communiste composé de syndicalistes, d'anarchistes et d'éléments troubles. J'aurais, d'après le camarade Zetkin, commis dans mon rapport trois erreurs. J'aurais dit que le Parti allemand était trop grand, et en parlant du Parti français qu'il est parfois nécessaire de faire jusqu'à dix scissions. J'aurais déclaré en outre que nous voulons en Italie faire un exemple. Dans une conversation privée avec la camarade Zetkin, j'ai dit que lorsque 400.000 nouveaux membres adhèrent tout à coup un certain nombre de ces nouveaux adhérents sont nécessairement éliminés, soit lors des premières actions, soit lors des épurations reconnues indispensables par le 2^e Congrès. Et c'est dans ce sens que je trouvais le V. K. P. D. trop nombreux. J'ai dit aussi qu'il arrive parfois qu'il faille diviser jusqu'à dix fois un parti. Il s'agissait du Parti français et de savoir s'il vaut mieux que des milliers de prolétaires paient les fautes des opportunistes ou que dix scissions soient opérées au sein du Parti. J'ai dit préférer dix scissions (*Applaudissements.*)

J'ai dit ensuite que nous devons donner l'exemple, à propos du Parti Communiste italien. Depuis que c'est devenu une mode d'adhérer à la 3^e Internationale, pour conserver quelque influence dans le mouvement et pour continuer, en bénéficiant du prestige de l'Internationale Communiste, le jeu du réformisme, cette duperie s'est manifestée en Italie dans toute sa beauté. J'ai dit qu'à l'endroit des Turatti, des Modigliani, des Treves, nous devons faire un exemple et montrer que s'il n'est pas facile d'entrer dans l'Internationale Communiste, il est facile d'en être expulsé. (*Applaudissements.*) La camarade Clara Zetkin m'a reproché ces trois choses. Le docteur Paul Lévi ne serait pas un docteur en droit s'il n'avait pu en bon avocat tirer de mes paroles et de mon appréciation sur la scission en Italie des conclusions sur une scission prétendue nécessaire en Allemagne. Naturellement j'ai tout de suite démenti les idées qu'on me prêtait ainsi, dans une déclaration faite à la même séance et publiée dans la *Rote Fahne*. Comme on sait, notre résolution fut acceptée malgré l'opposition de la camarade Zetkin.

Cette résolution venait bien au secours du Parti Communiste allemand, mais n'avait plus que peu de valeur, parce que la démission de six membres du Comité Central lui faisait perdre presque toute son importance et donnait à Serrati une arme puissante. Tel a été mon rôle dans la scission italienne. Nous avons fait l'impossible pour faire entrer les masses italiennes dans le Parti Communiste. L'action de la camarade Zetkin, sous tous les rapports, tendait au contraire à désorienter ces masses disposées à se joindre au Parti Communiste italien. Si la camarade Zetkin, amenée à l'évidence, reconnaît aujourd'hui après cinq mois, s'être trompée à l'égard de Serrati, elle ne répare malheureusement, qu'une part infime des grandes fautes qu'elle a commises envers le Parti italien et la révolution en Italie. J'ajouterai seulement que si la camarade Zetkin s'est si profondément trompée au sujet du Parti italien, elle a dû aussi déduire de ses prémisses erronées des conclusions tout aussi fausses en ce qui concerne la politique future du V. K. P. D. Je crois qu'en cette matière ses opinions se révéleront aussi fausses que ses espoirs et opinions dans la question italienne. (*Applaudissements.*)

Je voudrais encore dire quelques mots sur le rapport de l'Exécutif au nom du Parti Communiste hongrois. Nous sommes, sous tous les rapports, contents de l'activité de l'Exécutif. Mais nous connaissons aussi et fort bien les défauts techniques de notre appareil et surtout le défaut de liaison avec les sections nationales. Notre expérience nous permet pourtant de dire que ce défaut est largement imputable aux sections nationales elles-mêmes. Elles abandonnent trop volontiers la liaison à l'Exécutif et préfèrent s'occuper de critique que d'amélioration. Je voudrais demander au nom du Parti hongrois que l'expérience acquise dans les scissions d'Italie nous serve à l'endroit des Partis Communistes affiliés à l'Internationale, au sein desquels se manifestent de tendances centristes ou à demi-centristes, afin qu'on n'ait pas à s'occuper au prochain Congrès des Partis français ou tchèques de quelque nouvelle question Serrati. (*Vive approbation.*)



Œuvres de Lénine

L'Etat et la Révolution	4 fr.
La Maladie Infantile du Communisme	4 »
La Révolution prolétarienne	4 »
Les Bolcheviks et les paysans.....	0 40
Le Rôle des Jeunesses Communistes.	0 40
Lettre aux Ouvriers Américains	0 25

Envoi franco contre la somme de 13 fr.
adressée à René Reynaud, 123, rue Montmartre.

APPEL AUX TRAVAILLEUSES DE TOUS LES PAYS

Sœurs ! Les 82 déléguées qui, venant de vingt-huit pays différents, jusque de l'Asie Extrême Orientale, se sont rassemblées en juin 1921 à la 2^e Conférence Internationale des Femmes communistes, vous envoient un salut cordial. Nous avons vu de nos propres yeux la République ouvrière et paysanne russe. Nous avons vu comment on y vit. Nous avons conçu toute la difficulté de la lutte révolutionnaire que le peuple travailleur de la Russie Soviétiste doit livrer pour la défense de sa liberté et de sa vie. Notre admiration est sans bornes devant la somme gigantesque de travail édifiateur fourni par lui. Ce travail accorde une attention particulière, entre autres objets, au bien-être de la mère et de l'enfant.

Nous avons vu dans les bois qui entourent Moscou les somptueuses villas des riches transformées maintenant en crèches d'enfants dans lesquelles les enfants des travailleurs, heureux et bien portants, vaquent en toute confiance à leurs jeux et à leurs études. Nous avons visité des dispensaires, des maisons pour les mères, des maisons de repos et de convalescence pour les ouvriers, des maisons d'éducation et d'autres établissements institués dans les palais de ci-devant nobles et dans les demeures luxueuses de la riche bourgeoisie qui exploitait les travailleurs jusqu'au jour où les prolétaires eurent saisi le pouvoir dans leurs mains. Nous avons assisté aux séances des conseils dans lesquels les femmes et les hommes sont à voix égales et prennent une part identique au gouvernement du pays. Et ce ne sont là que quelques-unes des réalisations que la révolution prolétarienne a apportées en Russie aux travailleuses.

Ouvrières, nos sœurs ! Dans les pays capitalistes, nous continuons à être opprimées par la bourgeoisie. Nous ne mangeons pas à notre faim, cependant que les patrons s'engraissent de notre travail. Nos salaires et nos gages nous sont diminués pour que leur profit à eux puisse augmenter. Nous vivons entassées dans des taudis lamentables, tandis qu'ils habitent de vastes et belles maisons. Nos maris et nos fils sont astreints à se battre contre leurs frères étrangers pour que les capitalistes puissent empocher un surplus de bénéfices : on les oblige à fusiller leurs parents, quand cela est nécessaire, pour défendre le coffre-fort et la domination des capitalistes. Nous tremblons chaque jour devant la menace du chômage qui signifierait pour nous et pour nos enfants la mort par la famine. Et toutes ces souffrances ne mènent à rien. Aucune lumière n'apparaît pour nous au firmament de l'avenir. Et il en sera pour nos enfants comme il en a été pour nous. A cela, un seul remède : il faut que nous suivions l'exemple de nos frères et de nos sœurs russes, en secouant le joug de nos oppresseurs et de nos exploités, en faisant la révolution sociale.

Nous devons marcher sur les traces du prolétariat russe. Naturellement, leur travail d'édification en vue du régime nouveau est encore chaussé, si l'on peut dire, de souliers d'enfants ; mais cela ne l'empêche pas d'avancer. Il est vrai aussi que nous avons vu chez eux des nécessiteux et des affamés. Comment pourrait-il en être autrement après sept

ans de guerre, après le blocus dont la Russie Soviétiste a été la victime de la part des Etats capitalistes, après la ruine économique laissée en héritage par le tsarisme et le capitalisme. Les souffrances des prolétaires russes cesseront d'autant plus vite que les exploités et les opprimés des pays capitalistes en auront fini avec leurs maîtres et leurs bourreaux. Malgré toutes leurs épreuves, les prolétaires russes tiennent fermement pour la révolution et pour le régime soviétiste. Sous l'ancien régime, ils souffraient de la famine, ils étaient réduits au rôle d'esclaves. Maintenant, ils sont libres et ils le sentent bien. Jamais, jamais plus ils ne retourneront courber leurs cous sous le joug d'antan. Ils souffrent, parce que leur souffrance est le prix de leur liberté. Ils crient aux exploités et aux opprimés du monde entier : suivez nous ! Lutez ! Vous aussi vous devez être libres !!!

Travailleuses de tous les pays ! Les ouvriers russes nous ont montré la voie qui mène au communisme libérateur. Nous ne devons pas rester plus longtemps en arrière ; nous aussi nous devons conquérir notre liberté. Et il n'y a qu'une seule voie qui mène à la liberté. Ce n'est pas la voie adoptée par les gens qui espèrent une reconstitution de la société bourgeoise et entrent en rapports avec elle. Seules la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat peuvent mettre fin à un régime qui suce notre sang et qui nous subjugué. Nous ne devons pas avoir peur des sacrifices que la lutte pourra nous coûter. Ils sont en tout cas inférieurs à la somme de ceux que nous apportons chaque jour inutilement. Nos sacrifices à la révolution donneront le bonheur à nos pays et aux générations futures. Seule la lutte décidée et courageuse sous les plis du drapeau rouge révolutionnaire de l'Internationale Communiste peut accélérer la débâcle de l'ignoble domination de la classe bourgeoisie ; seule cette lutte peut faire sonner l'heure de la délivrance, l'heure du triomphe des exploités et des opprimés de tous les pays.

Vive la lutte révolutionnaire de tous les producteurs exploités et opprimés du monde entier, la lutte révolutionnaire pour l'avènement de la dictature prolétarienne !

Vive la terre promise au prolétariat mondial : la Russie Soviétiste !

Vive la 3^e Internationale, l'Internationale de la lutte et de l'action !

Le Secrétariat International Féminin : Clara ZETKIN, Alexandra KOLLONTAI, Henriette ROLAND HOLST, Herta STURM, *Allemagne* ; Pauline VINOGRADSKAIA, *Russie* ; Maierotti RIT, *Italie* ; Lucie COLLIARD, *France* ; Rosa BLOCH, *Suisse* ; Nora SMITH, *Angleterre* ; Ruth EMMONS, *Amérique* ; Hilde WERTHEIM, *Autriche* ; Anna KRENOVA, *Tchéco-Slovaquie* ; TCHEKITCH, *Hongrie* ; Anna MAYMIKOVA, *Bulgarie* ; MILKITCH, *Yougo-Slavie* ; Anna BODULESCU, *Roumanie* ; Gerda LENDEROT, *Suède* ; Jeanetta OLSEN, *Norvège* ; KNISKINEN, *Finlande* ; WALDA, *Hollande* ; Marie REISSER, *Blanche Russie* ; SCHILLEVKA, *Lithuanie* ; JANESS, *Estonie* ; NASARBEKOVA, *Arménie* ; ZUIUKIDÉE, *Georgie* ; MUSSABEKOVA, *Azerbeïdjan* ; Nam MATTCHUM, *Corée* ; DEEVAD ZADE, *Perse*.

La Protection de la Mère et de l'Enfant en Russie Soviétique

L'œuvre de protection de la mère et de l'enfant a été commencée, en Russie des Soviets, depuis trois ans. Ce qui se faisait auparavant en cette matière : dispensaires et gouttes de lait fondés par les sociétés de bienfaisance, asiles d'enfants entretenus par l'Etat, ne diminuait presque en rien l'immense misère du peuple russe : et ces faibles efforts ne contribuaient qu'à la mieux faire sentir.

Répudiant le principe même de la philanthropie et se donnant pour tâche d'agir sur toute l'étendue du pays, le gouvernement ouvrier et paysan devait suivre dans la protection et de la mère et de l'enfant ses propres méthodes. Si l'initiative privée s'efforçait, pour combattre la mortalité infantile, de secourir la mère et l'enfant en nature et en espèces, le gouvernement collectiviste voulut attitudiner les causes mêmes de la mortalité infantile, considérée comme une maladie sociale.

Et c'est en cela que notre méthode diffère essentiellement de la méthode capitaliste.

Nos deux principes les plus importants — reconstitution économique du pays et droit à la maternité — sont indissolublement unis.

Le prolétariat industriel de la Russie actuelle est composé aux trois quarts de femmes. Dans beaucoup d'industries (confections et munitions notamment), les femmes forment l'immense majorité des travailleurs. Elles remplacent à l'atelier et à l'usine les hommes partis au front. La mentalité de la femme, qui, participant à la production, jouit de la même indépendance économique que l'homme, se transforme. L'ouvrière veut avoir sa part dans toutes les luttes et dans toutes les œuvres de sa classe.

Elle reste pourtant mère, c'est-à-dire qu'il lui appartient de donner au jeune Etat communiste les forces neuves de la vie dont il a besoin, plus que tout autre. Une génération doit nous succéder, qui achèvera d'édifier la société communiste. Cette génération doit être, pour remplir sa tâche, saine, vaillante, laborieuse ; elle doit être portée par les mères, non dans la peine et parmi les malédictions, mais dans la joie et la sécurité.

Il importe de donner à la femme la possibilité d'être à la fois ouvrière et mère.

Voyons ce qu'a fait dans ce sens le pouvoir des soviets et comment il entend faire du droit à la maternité une réalité.

Toute l'œuvre d'organisation et de protection du travail est encore provisoire, précaire, inachevée. C'est parmi des difficultés inouïes que la Russie prolétaire a cheminé vers la vie nouvelle. Toutes ses conquêtes ne sont encore qu'esquissées et il faudra peu à peu les améliorer et les compléter, parfois les transformer de fond en comble. Mais le plus urgent est déjà fait. La femme enceinte quitte le travail huit semaines avant l'accouchement et ne le reprend que huit semaines après l'accouchement. Elle conserve pendant son congé son salaire intégral. Les ménagères ne travaillant pas au dehors, reçoivent pendant ces 4 mois un secours équivalant à un demi-salaire moyen.

Dès le 5^e mois de la grossesse, l'ouvrière passe aux travaux les plus faciles en conservant son salaire et sa ration alimentaire antérieure.

La jeune mère a le droit d'interrompre son travail toutes les 3 heures, pour nourrir son enfant.

Pendant la grossesse et l'allaitement, l'ouvrière ne peut être déplacée pour raison de travail ; elle est exonérée du travail de nuit et ne fait pas d'heures supplémentaires.

Dès le 8^e mois de la grossesse et pendant l'allaitement, l'ouvrière a droit à un supplément d'alimentation.

Pendant l'allaitement, la mère reçoit un secours, montant à 50 % du salaire moyen de la localité. A la naissance de l'enfant, elle reçoit 30 archines de tissus ou un trousseau.

Toutes ces mesures ont été adoptées et appliquées, malgré la profonde ruine du pays.

Ces décrets principaux n'épuisent évidemment pas la question ; mais ils indiquent dans quel sens le gouvernement des soviets entend poursuivre son œuvre de protection de la mère et de l'enfant.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement par décrets qu'il agit.

De nombreux établissements ayant pour but l'application et la propagande des méthodes rationnelles de protection de la mère et de l'enfant et l'éducation sociale fonctionnent déjà, contribuant largement à libérer la mère de ses charges que la communauté prend désormais à son compte.

Trois ans auparavant, il n'y avait, dans la Russie entière, que quelques dispensaires et quelques asiles d'enfants trouvés qui accueillait les enfants abandonnés des ouvriers et des paysans les plus pauvres.

En 3 ans de guerre civile, d'épuisement, de ruine économique, de privations, le nombre de ces établissements s'est élevé à 1.500. La mère et l'enfant y reçoivent gratuitement conseils et secours. 13.800 mères et 140.000 orphelins sont aujourd'hui hébergés par les soins de la communauté.

Telle est l'œuvre immense de ces trois ans. Toutes les villes disposant de quelques forces médicales ont des dispensaires pour la mère et l'enfant. Des pouponnières fonctionnent dans les usines. Dans les grands centres, on a créé des maisons de la mère et de l'enfant, où les jeunes mères peuvent demeurer pendant toute la durée de l'allaitement sans interrompre leur travail, le nouveau-né étant en leur absence confié aux soins d'un personnel spécial.

Tels sont les résultats obtenus.

Si l'on songe aux conditions dans lesquelles nous avons vécu, aux obstacles qu'il a fallu surmonter, au prix dont il a fallu payer chaque victoire, ces résultats apparaissent énormes. Nous avons dû ouvrir des crèches dans des locaux incommodes, humides, sans air ni lumière, parce qu'il n'y avait pas en Russie, sauf dans les grandes villes, de bons logements disponibles. Pendant les périodes de famine, il fallut des efforts surhumains pour assurer aux enfants un peu d'aliments gras et de laitage. Il a souvent fallu confier les enfants à un personnel, en général dévoué, mais profondément ignorant. Il a fallu presque toujours lui enseigner sur place l'alphabet, les éléments de l'hygiène et de la pédagogie.

Et si l'on prend en considération le nombre de mères et d'enfants qui ont besoin de secours, si

l'on considère que les anciennes institutions familiales impliquant la dépendance et l'asservissement de la femme font place à des mœurs nouvelles et que la mère, désormais libérée, au lieu de compter sur l'aide du mari, comptera bientôt sur la société pour l'entretien et l'éducation des futurs citoyens, il devient évident que les institutions existantes ne sont pas à la hauteur de leur tâche et qu'un immense travail d'organisation nous reste encore à accomplir.

Notre première tâche, c'est la lutte contre la mortalité infantile. Nous combattons cette dernière par l'amélioration de l'alimentation des enfants, des femmes enceintes et des nourrices, et enfin par des institutions spéciales.

Nous poursuivons parallèlement l'éducation de la mère et du personnel sanitaire et pédagogique, l'enseignement professionnel de l'hygiène, etc.

Mais au cours de ce travail même, de nouveaux problèmes se posent. La mortalité infantile est conditionnée par l'ignorance de la majorité des mères, par la situation économique et sociale qui, arrachent la mère à l'enfant pour la production, détruit la famille : d'où notre nouvelle tâche : remplacer les formes anciennes de la famille par des formes nouvelles transitoires qui sont les communes de travail des jeunes mères ; commencer l'éducation sociale, créer l'école, étudier sous tous ses aspects l'alimentation et l'éducation de la première enfance.

Mais il arrive souvent que la vie et le caractère de l'enfant sont déterminés, dès avant sa naissance, par les conditions d'existence de la jeune fille et de la femme enceinte : d'où la nécessité d'intervenir dans l'éducation de la jeune fille, de lui enseigner la science de la maternité, de même que l'hygiène et l'anatomie. Quand toute jeune fille saura, en contractant union, que la vie et le bonheur de l'enfant à venir dépendent de son choix et de ses actes, quand elle saura qu'elle doit donner au monde un homme sain, ou ne pas enfantier du tout ; quand la mère n'aspirera pas à détruire le fruit de sa chair, quand la maternité sera un acte conscient, — il y aura une protection réelle de la mère et de l'enfant.

Ceux qui connaissent le commencement de notre travail n'oublieront pas ces énormes difficultés. La protection de la mère et de l'enfant ne préoccupait naguère que quelques spécialistes isolés, dévoués assurément, mais impuissants à en faire une question d'intérêt général. Les grandes masses d'ouvrières organisées étaient tenues à l'écart. Les mères protégées et les mères protectrices formaient en quelque sorte deux classes. On conçoit combien cette situation était fâcheuse. La conférence pansrusse de la protection de la mère et de l'enfant, ainsi que le Congrès pansrusse des organisations communistes affectées à la propagande parmi les femmes ont pensé que le plus nécessaire est d'appeler toutes les ouvrières à coopérer directement à la protection de la mère et de l'enfant et décidé de mettre cette question à l'ordre du jour, aux fins d'une solution urgente, en vue de laquelle toutes les énergies de la République du travail devront être mises à contribution.

La complexité de cette question montre suffisamment son importance. Notons pourtant que cette importance n'est pas reconnue toujours et de tous. Notre œuvre sera infiniment facilitée lorsque les ouvrières organisées se chargeront elles-mêmes de défendre la mère et l'enfant, lorsqu'à côté du médecin, il y aura une ouvrière dévouée à sa tâche sociale.

On a beaucoup fait dans ce sens, mais il reste

encore beaucoup à faire. L'évolution des sociétés est longue et inégale. La protection de la mère et de l'enfant traversera des phases diverses, se transformera et se perfectionnera. De la mère affairée autour de son petit nid, à la mère citoyenne qui confiera son enfant à l'humanité ; de la mère enfantant dans la joie et la souffrance, à la mère créatrice de vie qui bénira le fruit de ses entrailles ; de la mère persécutée à la mère triomphante ; de la mère qui maudissait son travail, à l'ouvrière, créatrice de valeurs, qui élèvera ses enfants avec la collectivité, — tel est le chemin que nous devons suivre.

P. SERMAN.

A nos Amis

Le Bulletin Communiste contient une documentation unique sur le mouvement communiste international.

Le Bulletin Communiste est rédigé par les meilleurs écrivains communistes.

Le Bulletin Communiste publie tous les documents de la 3^e Internationale.

Le Bulletin Communiste paraît tous les jeudis sur 16, 20, 24 ou 32 pages.

Le Bulletin Communiste doit être en vente dans tous les kiosques.

Les Groupes du Comité de la 3^e Internationale et les Sections du Parti Communiste doivent être abonnés au *Bulletin Communiste*.

Demandez-nous des numéros spécimens, distribuez les autour de vous. Abonnez-vous, faites nous des abonnés.

Camarades de province, signalez-nous des dépôts possibles. Un grand nombre de libraires vendent déjà notre journal. Il faut que ce nombre s'accroisse.

Soutenez par vos souscriptions le *Bulletin Communiste*. Demandez-nous des listes d'abonnement et de souscription. Faites les circuler.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	14 "	16 "
12 mois	28 "	32 "

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
Régis REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Chronique Internationale

ITALIE

C'est à Livourne, le 20 janvier dernier, que par suite de la scission advenue au sein du Parti Socialiste Italien s'est constitué officiellement le Parti Communiste Italien.

Quels sont les éléments qui ont contribué à former la base de ce Parti Communiste ? La partie la plus active et la plus combattive de la vieille aile gauche du Parti Socialiste Italien et la presque totalité des organisations des jeunes. Ce fut l'activité incessante et concordante de ces deux groupes qui détermina l'évolution vers la gauche du vieux Parti Socialiste Italien. Ce furent ces deux groupes qui pendant la guerre commencèrent la lutte sans merci contre les social-patriotes et contre les opportunistes. A l'affirmation patriotique de Filippo Turatti qui se lamentait à l'occasion des défaites des armées italiennes sur les fronts de la guerre, à la formule négative et pacifiste de Constantino Lazzari : ne pas soutenir la guerre, mais ne pas la saboter non plus — à de telles manifestations du social-patriotisme et à d'autres semblables au sein du Parti Socialiste Italien, l'extrême-gauche du Parti et l'organisation de la jeunesse opposèrent une conception véritablement prolétarienne et révolutionnaire qui peut se formuler ainsi : ne pas soutenir, mais saboter la guerre.

Au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, ce furent encore ces deux groupes qui se trouvèrent côte à côte pour critiquer l'aile droite et le centre du Parti Socialiste Italien.

Après le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, les divers courants d'extrême-gauche du Parti Socialiste Italien (nuance Misiano-Bombacci et anti-parlementarisme de Bordiga) s'accordèrent et fusionnèrent formant la fraction communiste, qui avait pour plate-forme l'acceptation et la stricte application des 21 conditions et qui commença presque aussitôt la lutte contre Serrati qui s'était déjà prononcé contre les dites 21 conditions. A la fraction communiste adhéra encore l'écrasante majorité de l'organisation de la jeunesse.

A Livourne, la fraction communiste étant restée en minorité (avec 58.000 voix contre 94.000 aux serratistes) sortit du Parti Socialiste et fonda, comme nous l'avons dit au début, le Parti Communiste d'Italie. Peu de jours après, le Congrès National des Jeunes, cette fois avec 48.000 voix contre 6.000 (appartenant aux partisans de la fraction serratiste dont les représentants furent sur-le-champ expulsés de l'organisation de la jeunesse), donna son adhésion sans conditions au Parti Communiste.

Une fois constitué, le Parti Communiste, fortement soutenu par la Fédération des Jeunes Communistes, commença non seulement les travaux en vue de son organisation interne, mais outre cela une forte

activité ayant pour but de faire pénétrer parmi les masses travailleuses la conception nette de son programme strictement conforme à la théorie et à la tactique de l'Internationale Communiste. Il commença par organiser dans toute l'Italie des manifestations publiques aux fins purement et simplement d'expliquer aux masses le programme communiste.

Ce fut le 20 février que cette manifestation eut lieu. Cette journée fut en réalité la première affirmation assez convaincante du Parti Communiste Italien. Un mois à peine après sa constitution, il réussissait ainsi avec succès à entrer en un contact immédiat avec la fraction la plus consciente et la plus intelligente de la classe ouvrière italienne.

Entre temps, comme s'approchait le Congrès de la Confédération Générale du Travail, le Parti Communiste sous un mot d'ordre unique organisa et disciplina l'activité des communistes dans les syndicats. Cette besogne porta des fruits très précieux. Au Congrès, malgré toutes les manœuvres mises en œuvre par la bureaucratie syndicale et les social-démocrates, le Parti Communiste réussit à recevoir l'appui de près de 600.000 voix, ce qui fait environ le tiers de l'effectif total de la Confédération Générale du Travail. Ce fut là le deuxième important succès du Parti Communiste Italien.

Ensuite eurent lieu les élections à la Chambre des Députés. Le Parti Communiste, conformément aux résolutions du 2^e Congrès de Moscou, prit part à la campagne électorale en se plaçant sur une plate-forme décidément révolutionnaire malgré les débordements éhémères de la réaction gouvernementale et fasciste.

Avec des moyens très restreints, manquant d'hommes (car une bonne part des meilleurs militants se trouvait en prison), le Parti Communiste affronte la lutte dans 27 circonscriptions électorales (sur les 40 circonscriptions électorales d'Italie).

Et dans ces 27 circonscriptions, le Parti Communiste a reçu 15 mandats en perdant trois pour quelques voix de différence avec les listes adverses. D'autres, parmi lesquels Geyer dans son article publié dans la revue *Le Soviet*, rédacteur Paul Levi, ont vu dans le résultat des élections une défaite du Parti Communiste. D'autres, sinon point à proprement parler une défaite, ont cru pouvoir estimer que dans les élections le Parti Communiste n'avait pas montré assez d'énergie. Et les uns et les autres par contre ont été fort impressionnés par la victoire du Parti Socialiste. Or, nous devons sur-le-champ contester la justesse aussi bien de la première que de la deuxième allégation concernant les résultats des dernières élections italiennes. Si l'on tient compte de ce que le Parti Communiste s'est constitué seulement au mois de janvier, et de ce que le Parti Communiste a affronté la lutte sans posséder les moyens suffisants ni les hommes nécessaires, que dans 13 circonscriptions pour des raisons multiples le Parti Communiste n'a pas pu présenter sa liste, si l'on tient compte en plus

de cela de ce que le Parti Communiste a été le seul à affronter révolutionnairement la lutte contre la réaction fasciste qui avait fait des élections une sorte de guerre civile et que la lutte électorale bien plus qu'avec les bulletins de vote fut menée à coups de revolver et à coups de bombes, si enfin on se rappelle que le Parti Socialiste a mené la lutte en se plaçant à un point de vue pacifiste, attirant ainsi à ses listes les votes de la petite et moyenne bourgeoisie, — oui, si l'on tient compte de toutes ces circonstances, on est obligé de reconnaître que le résultat des élections a été pour le Parti Communiste l'occasion d'une vigoureuse affirmation décidément prolétarienne et révolutionnaire. Près de 400.000 voix ont été recueillies : 400.000 prolétaires, qui ont manifesté leur ferme volonté de lutter pour le communisme et la révolution.

Quel est le Parti qui dans l'Internationale Communiste a pu se vanter d'avoir enregistré, quelques mois après sa constitution, un succès aussi rapide? Aucun, croyons-nous. Tous les partis ont dû parcourir un long chemin avant de pouvoir atteindre à un résultat égal, et souvent inférieur à celui obtenu par le Parti Communiste Italien en ces quelques mois.

Tandis qu'en Italie la situation générale précipitait chaque jour davantage la ruine de l'économie capitaliste, cependant que la bourgeoisie, consciente du processus de dissolution de son régime, cherche à éviter ou à ajourner la catastrophe au moyen des bandes armées des fascistes, — le Parti Communiste reste presque seul à son poste de bataille. Et tandis que le Parti Socialiste ayant permis à la bourgeoisie de désarmer le prolétariat, conclut un accord avec les fascistes, signe avec eux une compromission, le Parti Communiste s'élève contre cet accord et le dénonce aux masses qui affluent en grand nombre aux manifestations communistes affirmant leur indignation au sujet de la nouvelle trahison du Parti Socialiste Italien. Nous avons reçu, ces jours-ci la nouvelle transmise par télégraphe qu'à Rome 50.000 ouvriers, dont 5.000 communistes, syndicalistes et anarchistes en armes, ont parcouru la ville en manière de protestation contre le compromis que le Parti Socialiste et la Confédération Générale ont conclu avec les fascistes (c'est-à-dire avec la bourgeoisie) au nom des masses prolétariennes. Ce faisant les masses prolétariennes ont prouvé qu'elles en avaient assez du pacifisme des social-démocrates et qu'elles voulaient suivre les mots d'ordre de combat lancés par le Parti Communiste. Et il est symptomatique que cette manifestation ait eu lieu pour la première fois justement à Rome, dans la capitale, mettant en émoi la bourgeoisie qui s'est bien gardée de descendre dans la rue et d'empêcher l'énergique manifestation prolétarienne.

Tout ce que nous avons relaté ici, ce sont des faits, et non point des phrases sentimentales et démagogiques comme celles que Lazzari et Maffi ont fait entendre au nom du Parti Socialiste Italien devant le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste. Des faits qui peuvent garantir amplement aux Partis Communistes des autres pays et à l'Internationale Communiste le développement progressif et le raffermissement révolutionnaire conséquent du Parti Communiste Italien.

LUIGI POLANO.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
K. HORNER. — <i>Social-Démocratie et Communisme</i>	0 60
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i>	2 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75

CAMARADES !

Achetez tous vos Livres

A LA

Bibliothèque Communiste

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT

L'Etat et la Révolution

Par N. LÉNINE

Un volume in-16 jésus..... 4 francs.

Adresser toutes les commandes à René REYNAUD

123, rue Montmartre, Paris (2^e)

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur